

Wellington  
DÉPÔT GARANTI  
30 j. à 89 j.  
9.00%  
522-1990  
280, chemin Ste-Foy,  
Québec G1R 1T5

# LE SOLEIL

Problème  
d'humidité et d'air vicié  
dans la maison?  
CONSULTEZ  
GMI  
Charles-Alexandre  
4220, St-Alexandre EST  
CHARLESBOURG 626-0828

JEUDI 4 AVRIL 1991

QUÉBEC, 95<sup>e</sup> ANNÉE, NO 95  
66 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 4.04  
T.V.Q. 0.30

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60¢ Plus T.P.S. 50¢ Plus T.P.S. T.V.Q.

LE SPORT



**Canadien: une première**

Les séries ont débuté par un gain de 7-5 du Canadien sur Buffalo. Hartford a surpris les Bruins 5-2. Les Devils ont défait Pittsburgh 3-1 et New York

a battu Washington 2-1. S-2 et S-3

LE QUÉBEC

**La machine électorale du PQ derrière le Bloc québécois**

Des militants proposeront que le Parti québécois mette toute sa machine électorale derrière les candidats du Bloc québécois lors des prochaines élections fédérales. A-4

LE ARTS

**Graham Greene s'éteint en Suisse à l'âge de 86 ans**

L'écrivain britannique Graham Greene est mort hier matin à l'âge de 86 ans dans un hôpital suisse des suites d'une maladie du sang. Depuis 1966 il menait une existence discrète dans une retraite de la Côte d'Azur. B-10



LA REGION

**290 000 \$ pour vendre l'idée de l'enfouissement sanitaire**

La Communauté urbaine de Québec (CUQ) dépensera 290 000 \$ pour « vendre » l'idée d'un terrain d'enfouissement sanitaire sur son territoire. B-14

LE MONDE

**Washington désavoue le scrutin de dimanche en Albanie**

Les États-Unis ont estimé hier que les dernières élections en Albanie remportées par les communistes avaient été entachées d'irrégularités. A-7

L'INDEX

GÉNÉRAL

Ambiances	C-9
Annonces classées	C-10 à C-14
Arts	B-10 à B-12
Pierre Champagne	B-13
Décès	C-15 et C-16
Économie	Cahier B
Éditorial	A-14
Information générale	A-3 à A-6 et B-8
Le Monde	A-7 à A-13
Les idées du jour	A-15
Michel Corbeil	A-4
Où aller à Québec	B-12
Québec et l'Est québécois	B-9, B-13 et B-14

TABLOID

Bandes dessinées	S-18
Ce soir à la télé	S-19
Feuilleton	S-19
Horoscope	S-7
Mots croisés	S-17
Sport	S-1 à S-17

LA MÉTÉO

Nuageux en matinée. Ensoleillé avec passages nuageux par la suite. Maximum: près de 11; minimum: près de 3. Demain: nuageux et averses en après-midi. S-20

## La Banque Royale confirme les propos de Béland Toronto pénalise le Québec

OTTAWA — Le vice-président et directeur des Services économiques de la Banque Royale à Toronto, Edward Neufeld, a confirmé hier que les institutions canadiennes pénalisent l'Hydro-Québec et d'autres emprunteurs québécois d'un demi-point de pourcentage depuis le mois de décembre en raison de la situation politique.

par MICHEL VASTEL  
LE SOLEIL

Par contre, M. Neufeld a reconnu que les institutions financières étrangères, américaines

en particulier, ne font pas preuve de la même méfiance. « Si on compare les taux à court terme sur les emprunts de l'Hydro-Québec et ceux du gouvernement du Canada, a dit le vice-

président de la Banque Royale hier, les investisseurs canadiens appliquent une prime à l'instabilité de 50 points de base (0,50 %) depuis le mois de décembre ».

On se souviendra qu'à cette époque, les échos en provenance de la Commission Bélanger-Campeau suggéraient une forte poussée du mouvement souverainiste. Le même banquier de Toronto a ajouté que les investis-

seurs étrangers « ne sont pas trop inquiets parce qu'ils ne croient pas encore à l'éventualité d'un éclatement du Canada ».

Vendredi dernier, le président du Mouvement Desjardins, Claude Béland, affirmait au SOLEIL que de grandes institutions ontariennes comme la Sun Life ou Prudential, exigeaient des primes d'un quart à un demi-point de pourcentage,

« strictement par représailles ». Les représentants de la Sun Life et de Prudential avaient feint l'étonnement devant les accusations de monsieur Béland et avaient nié. Mais la confirmation de la Banque Royale, et l'aveu qu'il s'agit d'une réaction purement psychologique, limitée aux milieux financiers de l'Ontario, et dirigée exclusivement contre les titres du Qué-

Suite A-2, Toronto...

Côté devait «faire vite»

## Un contrat de 189 000 \$ sans appel d'offres

Parce qu'il fallait « se retourner de bord vite », le ministre Marc-Yvan Côté a accordé sans appel d'offres un contrat de 189 000 \$ à une firme privée pour diffuser l'information entourant la réforme de la santé et des services sociaux.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

C'est la compagnie de relations publiques National qui l'a obtenu, confirme l'attachée de presse du ministre Côté, Mme Marie-Clair Ouellet.



La somme versée dépassera les 189 000 \$ puisque de nouvelles tâches se sont ajoutées en cours de mandat, précise-t-elle. Le dossier fait l'objet de discussions avec le Conseil du Trésor, mais, pour l'instant, Mme Ouellet ne peut fournir d'ordre de grandeur sur le dépassement. Par contre, un professionnel du gouvernement soutient, sous le couvert de l'anonymat, que le « supplément » pourrait atteindre 100 000 \$.

La direction des communications du ministère, qui compte sur un budget de 1,8 million \$ et sur un personnel de 42 employés, n'a pas été mise à contribution. « Je ne dis pas qu'ils n'étaient pas capables de le faire, explique Mme Ouellet. Mais

c'était tellement gros et il y avait un caractère expéditif.

« Le Conseil des ministres a donné son accord au projet, le 21 novembre. Il fallait se retourner de bord vite pour l'annoncer, le 7 décembre », poursuit-elle.

La porte-parole souligne que le ministre a obtenu une dérogation pour pouvoir octroyer l'entente sans soumission publique. Elle souligne qu'au moment de donner le contrat, Rosalie, le fichier des fournisseurs du gouvernement, ne comprenait aucune section à l'intention des relationnistes.

Le contrat est imposant, mais pas exceptionnel, indiquent des spécialistes du domaine. S'il est gros, « c'est que la réforme, c'est pas une petite affaire », reprend Mme Ouellet.

Selon elle, le travail effectué par National a été de « coordonner, planifier et superviser » toute l'information au sujet de la réforme, y compris l'édition et la conception graphique des documents rendus publics. La firme a aussi été associée à la conférence-spectacle de Marc-Yvan Côté lorsqu'il a dévoilé « sa » réforme.

D'après l'attachée de presse, les ajouts en négociation avec le Trésor ont notamment trait à la

Suite A-2, Contrat...

L'enquête de Benoît Proulx fait salle comble



Benoît Proulx était accompagné de son avocate, Me Suzanne Corriveau, à sa sortie de la salle d'audiences.

## Le mystérieux témoin comparait aujourd'hui

S'il faut en croire les propos de Me Robert Parrot, le procureur de la Couronne, l'enquête préliminaire du journaliste Benoît Proulx pourrait bien prendre fin dès aujourd'hui. Hier, première journée des trois prévues à l'origine, pas moins de neuf témoins ont été entendus.

par RICHARD HÉNAULT  
LE SOLEIL

C'est finalement Me Lawrence Corriveau, l'avocat du prévenu de 44 ans, qui a réclamé l'ordonnance de non-publication au juge Yvon Sirois. Conformé-

ment au Code pénal, le magistrat ne pouvait refuser une telle ordonnance si elle était demandée par la défense. L'enquête a pratiquement fait salle comble, près de 250 personnes faisant la queue à l'entrée de la salle afin d'y dénicher une place.

À l'issue de cette première journée, l'optimisme et la satisfaction étaient de rigueur de part et d'autre. « Je suis très satisfait et très heureux, a répondu Me Parrot à la meute de journalistes. Ça va très bien ! »

Le procureur de la Couronne a ajouté qu'il n'avait plus que deux ou trois témoins à faire entendre, dont, probablement, le fameux témoin de dernière minute, et qu'il en aurait terminé avec sa preuve dès aujourd'hui. Il restera ensuite à Me Corriveau à faire savoir s'il compte présenter une défense.

Ce dernier s'est aussi dit

Suite A-2, Proulx...

«L'Ère du Verseau dirigée par un gourou manipulateur...»

## Une cité que Carole veut oublier

Depuis deux ans, Carole et son fils doivent réapprendre à vivre. Mais surtout à essayer d'oublier cette période de leur existence passée dans le fond d'un rang des Bois-Francis, au coeur de la désormais célèbre Cité écologique de l'Ère du Verseau. Car, à l'angélique tableau brossé par ses promoteurs, Carole oppose celui d'une secte dirigée par un gourou rompu aux techniques de manipulation et disant communiquer avec l'Au-delà !

par NORMAND PROVENCER  
LE SOLEIL

Raconter dans cette commune du Nouvel Âge n'a pas été facile pour Carole, dont le prénom fictif illustre sa préoccupation de ne pas être identi-

fiée. Mais son désir d'éviter que d'autres répètent son erreur est plus fort que la peur des représailles, d'où son implication dans la campagne de financement d'Info-Secte, un organisme sans but lucratif visant à informer la population sur le millier de sectes qui pul-

luleraient dans la société québécoise.

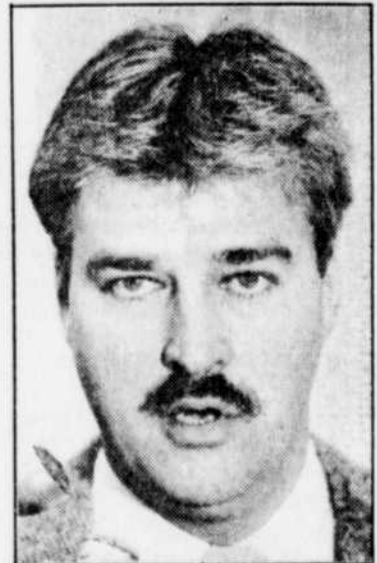
La triste aventure de Carole a commencé à la fin de l'été 1987. Déçu par le modèle offert par notre société et adeptes d'alimentation saine et naturelle, elle et son conjoint entendent parler de cette cité qui disait offrir un nouveau mode de vie. Et meilleur, pensaient-ils aussi. Après une visite des lieux et quelques conférences, ils décident de tout plaquer et de vendre leur maison pour emménager à Ham-Nord, à une trentaine de kilomètres au sud de Victoriaville. « À ce moment-là, explique

Carole, on ne parlait pas de secte. On voyait seulement l'écologie, la commune, le partage. On disait que nous étions libres de faire ce qu'on voulait. C'était impossible de découvrir ce qu'on nous cachait, car si nous l'avions su, jamais nous serions rentrés là-dans. »

Selon Carole, les dirigeants de la Cité écologique appliquaient avec réussite certaines techniques de manipulation pour assurer son emprise sur

Suite A-2, Cité...

Autres textes en page A-6



Me Robert Parrot, procureur de la Couronne dans le dossier Alain.

**Graduation**  
Style jeunesse

**COMPLET SPENCER**  
pour homme et jeune homme  
À partir de  
**TOUT UN PRIX 122,95\$**

«Modèle» court à la taille, double et simple boutonniers, pantalon avec plis avant  
«Tissus» mélange de polyester et coton  
«Couleurs» variées  
«Grandeurs» 36 à 46

*Ce, c'est vous offrir plus!*

USA

**G.H. ECHÈNE & FILS INC.**

- 4080, BOUL. SAINTE-ANNE, MONTMORENCY, PRES DES CHUTES
- GALERIES DE LA CAPITALE, PRÈS DE LA BAIE, 7<sup>e</sup> ÉTAPE
- PLACE FLEUR DE LYS, PRÈS DE LAURIA SECORD
- CENTRE D'ACHATS CANADIENNE, QUÉBEC
- PLACE LAURIER, MAIL SUD-OUEST 2<sup>e</sup> NIVEAU, PRÈS DE LA BAIE

## Suites de la première page

## Toronto...

bec, jette un nouvel éclairage sur la façon dont le Canada anglais va se comporter dans les prochains mois.

Pressé de questions hier à Ottawa, Ed Neufeld a bien dû reconnaître en effet que la présence d'un gouvernement néodémocrate en Ontario, et les politiques fiscales du gouvernement conservateur à Ottawa, pèsent aussi très lourd sur la confiance des investisseurs.

## « Le plus dur est passé »

La Banque Royale publiait hier ses prévisions économiques pour la fin de 1991 et l'année 1992. « Le plus dur de la récession semble être passé », affirme la Banque en attribuant la bonne nouvelle à la fin de la guerre dans le Golfe arabo-persique, à la modération dans les hausses de salaires et à une forte baisse des taux d'intérêt réels.

Par contre la banque s'inquiète de l'endettement de plus en plus excessif des gouvernements du Canada et des États-Unis et, ajoute Ed Neufeld, « le Canada reste exposé à une détérioration de la confiance des investisseurs nationaux et étrangers face à la montée du débat constitutionnel ». Il affirme que cela pourrait même retarder la reprise économique. Cependant, dans les prévisions publiées hier, on s'aperçoit que la croissance au Québec en 1992 sera légèrement supérieure, autour de 2,5 %, à ce qu'elle sera en Ontario.

« Si ce n'était de cette incertitude politique, a fini par admettre le vice-président de la Banque et ancien sous-ministre des Finances à Ottawa, le plus gros problème vient encore des politiques fédérales. Il faudra aussi voir quelles mauvaises surprises nous réservera le budget de l'Ontario ». On sait que le gouvernement libéral de David Peterson a laissé un déficit beaucoup plus élevé que prévu et les nombreuses promesses faites par Bob Rae pendant la campagne électorale font craindre le pire aux milieux financiers. Une rumeur persistante veut que, pour la première fois de son histoire, Queen's Park annonce un déficit budgétaire plus élevé que celui du gouvernement du Québec.

Malgré tout, la même Banque Royale, qui s'inquiétait des visées « socialistes » du gouvernement Lévesque en 1977, ne semble pas trop s'affaroucher de la présence d'un gouvernement néo-démocrate à la porte de son siège social à Toronto. Ed Neufeld cite l'exemple des gouvernements néo-démocrates de Saskatchewan et de Colombie-Britannique dans les années 70 qui, effectivement, poursuivaient une gestion plutôt prudente de leurs budgets. « Toutes ces incertitudes (reliées à la montée de la social-démocratie au Canada) n'ont aucune mesure avec l'éventualité d'un éclatement du pays », affirme Neufeld.

Tout en trouvant que la Banque du Canada et le ministère fédéral des Finances sont sur la bonne voie, le directeur des Services économiques de la Banque Royale a aussi qualifié de « malheureux » le manque d'audace de Michael Wilson : « Il est malheureux qu'il n'ait pas exercé un meilleur contrôle de la dette depuis sept ans car cela l'empêche aujourd'hui, en pleine récession, d'avoir des politiques fiscales expansionnistes ».

D'ailleurs, un sondage de la Banque Royale auprès de ses clients qui ont fermé des usines en 1990 suggère qu'outre les coûts de la main-d'œuvre, ce sont exclusivement des politiques fédérales — impôts, taux d'intérêt, surévaluation du dollar et réglementation trop complexe — qui sont responsables de ces fermetures. Par contre, selon la Banque, le libre échange n'a absolument pas contribué à la récession et la perspective d'un grand marché de 360 millions de consommateurs, après un éventuel accord avec le Mexique, ne ferait qu'améliorer les perspectives économiques pour le Canada.

## Proulx...

« très heureux » du déroulement de cette première journée d'enquête préliminaire. « Ça ne peut pas faire autrement, a-t-il commenté, quand on défend un homme qui n'est pas coupable ! » Contrairement aux commentateurs qui allaient bon train à la sortie de la grande salle d'audience au palais de justice de Québec, le criminaliste a noté plus de précisions dans les témoignages entendus hier que dans ceux de l'enquête du coroner en 1986.

## Les témoins

Deux techniciens en scène de crime à la sûreté municipale de Sainte-Foy ont ouvert le bal hier matin. L'un d'entre eux, l'agent Michel Busque, a toutefois dû revenir à la barre en après-midi pour corriger une réponse donnée en matinée. Par la suite, le pathologiste Georges Miller a rendu compte de l'autopsie pratiquée sur France Alain, le 26 octobre 1982, soit le lendemain de sa mort.

Une résidente à l'époque de la rue Chapdelaine, à Sainte-Foy, a ensuite rapporté dans quelles circonstances elle a découvert le corps de la jeune femme de 21 ans abattue d'une décharge de fusil de calibre .12, au coin des rues Chapdelaine et Belmont. Avant l'ajournement pour le dîner, Bertrand, le frère de France Alain âgé de 28 ans et avec lequel elle habitait, a déposé.

En après-midi, un autre policier de Sainte-Foy, l'agent Jean-Michel Trottier, a relaté l'opération policière qui s'est déroulée dans la soirée du 25 octobre 1982. Par la suite, deux employés de la station radiophonique CHRC où travaillait le prévenu, soit le chroniqueur judiciaire Gilles Laberge et l'annonceur-opérateur Jean-Pierre Tanguay, ont apporté leurs versions des faits. Enfin, la journée s'est terminée sur le témoignage de M. André Hébert qui, à l'époque, voyageait à l'occasion avec Benoît Proulx entre Québec et Montmagny.

## Contrat...

traduction de textes, à la multiplication des dépliant et à l'impression du matériel « en quantité industrielle » compte tenu de la taille du réseau de la santé. Le contrat ne prévoit rien pour ce qui est d'une campagne de publicité.

## Cité...

L'esprit de ses membres. Particulièrement le pdg et gourou de la Cité, Michel de Cornellier (voir autre texte), qui basait son enseignement sur les principes d'un dénommé Mikhaïel Aivanov, le maître de la Fraternité blanche universelle.

Ainsi, les couples ne pouvaient jouir d'aucun moment d'intimité et tous devaient se farcir de nombreuses heures de travail quotidiennes, aux champs ou dans les serres, jumelées à des conférences convoquées à la dernière minute, souvent tard le soir. Sans oublier les repas pris en silence. Ces méthodes de robotisation conduisent souvent à un grand état de dépendance et de vulnérabilité, estiment les responsables d'Info-Secte.

## Douches d'eau froide

Face à la société extérieure, les dirigeants de la Cité ont tout fait pour présenter la meilleure image possible, soutient Carole. Les journalistes (qui étaient considérés comme des « entités »...) étaient rigoureusement encadrés lors de leurs visites. Tous les membres se devaient d'afficher leur plus beau sourire afin que le visiteur conserve la meilleure impression possible de sa visite.

Lorsque le ministère de l'Éducation chargea, en septembre 1989, la commission scolaire de Victoriaville d'évaluer l'enseignement donné aux enfants de la Cité, ce fut le branle-bas de combat dans la commune afin de faire rattraper le temps perdu aux élèves choisis pour les tests. « Tous les pédagogues ont été appelés à travailler sur le même groupe. Les enfants ont dû prendre les bouchées doubles. Ils étaient toujours dans les livres », raconte Carole, qui n'a pas été surprise d'apprendre que les résultats obtenus par le groupe se comparaient finalement à ceux du système traditionnel. « Si le ministère n'était pas venu à la Cité, ces enfants n'auraient jamais été scolarisés. »

La cinquantaine d'enfants de la secte, poursuit-elle, étaient considérés par les dirigeants comme des êtres purs, choisis pour sauver le monde. Ils possédaient leur propre hiérarchie et étaient invités à dénoncer les parents qui dérogeaient aux règles de la collectivité. Parfois, pour chasser leurs « démons », des douches d'eau froide étaient données aux bambins. Tout habillés.

L'information à l'intérieur des murs était rigoureusement censurée. Seuls les administrateurs de la Cité pouvaient écouter les nouvelles. Les autres devaient se contenter d'un babillard où étaient mises en évidence des coupures de presse sur les catastrophes écologiques et les apparitions d'ovnis...

En juin 1989, épuisée, vidée moralement, Carole déserte la Cité écologique avec son fils de 10 ans. Elle réussit, non sans peine, à se faire rembourser une partie des quelque 30 000 \$ investis dans cette entreprise douteuse. Son conjoint, lui, est encore sur place et travaille, avec quelques irréductibles, à conserver les bases de la secte, en dépit de la faillite déclarée l'an dernier. « Si on leur donne la moindre petite chance, ils vont repartir, croit Carole. Ils disent être en contact avec le Ciel et rien ne peut les arrêter. C'est ancré dans leur cerveau. »



COLLECTION CONTEMPORAINE

vente d'impers  
149.95

de la collection printemps 91, des styles trenches ceinturés ou non, courts, pleine longueur, en microfibre ou nylon plume, tel qu'illustré disponible en couleurs pastel et dans le groupe, assortiment varié de coloris printemps. rég. jusqu'à 200,00

contemporaine®

UNE EXCLUSIVITÉ CONTEMPORAINE

la robe  
chemise

parce que la simplicité parle, de lignes pures pour un tissu noble, d'une forme au graphisme parfait avec son épaule-empiècement, sa manche courte à revers, sa large patte de boutonnerie, ses poches angulaires, toile de lin, myrtille ou aqua. 4 à 14... 195,00

contemporaine®



## Victime du ski au mont Édouard

Alors que la neige disparaît, la pratique du ski aura fait une victime, hier, au mont Édouard, à l'Anse-Saint-Jean, au sud-est du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La victime est Gabriel Leblanc, âgé de 58 ans, de Jonquières. Il aurait heurté un arbre, en bordure d'une piste abrupte et glacée.

Le skieur était seul au moment de la tragique descente qu'il effectuait en début d'après-midi, et il a été retrouvé sans vie au creux d'un vallon par deux skieurs.

Les constatations des agents de la Sûreté du Québec de Chicoutimi indiquent que le skieur aurait succombé à une blessure à la tête.

## ■ Hommage aux troupes américaines

BASE ANDREWS (É.-U.) (AFP) - Une soirée-spectacle en hommage aux troupes américaines de retour du Golfe, retransmise en direct par la télévision américaine, a eu lieu hier soir en présence du président George Bush et de son épouse Barbara à la base Andrews, près de Washington. Animée par de nombreuses vedettes comme les acteurs Charlton Heston, Glenn Ford et Sophia Loren ou la chanteuse Barbara Mandrell, la soirée s'est ouverte par l'hymne américain chanté par des enfants koweïtiens, sous les applaudissements d'environ 4000 soldats qui assistaient au spectacle.

## LE SOLEIL

390, rue St-Vallier Est  
Québec (Québec) G1K 7J6

Service aux abonnés	647-3333
Annonces classées	647-3311
Carrières et Professions	647-3270
Publicité Détaillants	647-3435
Publicité Générale	647-3266
Rédaction	647-3394
Promotion	647-3342
Renseignements	647-3233

6/49  
3-4-9-29-38-47  
(complémentaire)  
31  
EXTRA  
674253

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 3 avril  
2-0-5  
6-7-4-2

la maison

 **simons**

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

# LA TROIS

# LE SOLEIL

## Achat de deux avions Québec ne changera pas sa décision

« Irréversible », la décision de Québec de se porter acquéreur de deux avions au coût de 6,4 millions \$. Le gouvernement a déjà signé les contrats d'achat, révèle le directeur du Service aérien gouvernemental, M. Jean-Guy Paquin.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

M. Paquin a ainsi commenté la réaction hostile de l'Association québécoise des transporteurs aériens qui a demandé, mardi, dans une lettre au ministre des Transports Sam Elkas, d'annuler la transaction autorisée par le Conseil des ministres.

Le directeur a qualifié de « tempête dans un verre d'eau » la controverse soulevée. Il a repoussé tous les arguments du groupement, avançant que des fautes s'y étaient glissées.

À l'Association qui accuse le Service de livrer une concurrence déloyale au secteur privé, M. Paquin a répliqué qu'en 1989-1990, le gouvernement a loué par sous-traitance 6688 heures de vol pour le transport de passagers par avion et 3159 heures d'hélicoptère. Pour la protection des forêts, les 6000 à 7000 heures de vol vont uniquement au privé.

Il a réfuté l'idée que les entreprises indépendantes soient en mesure de répondre à 30 minutes d'intervalle à tous les besoins invoqués pour l'achat des deux avions. D'après lui, aucun plan n'est à l'examen pour acheter d'autres aéronefs du même type, mais l'idée d'acheter un second Challenger, un jour, pour le transport ambulancier, demeure.

Il en a profité pour nier les rumeurs voulant que le « Shorts Sherpa », un des deux appareils, soit un prototype unique au monde et que plusieurs membres du Service doivent se rendre en Irlande, où il est fabriqué, pour se familiariser avec l'appareil. À 3,1 millions \$ — neuf, il vaudrait plus de 6 millions \$ —, le « deal est bon », a fait savoir M. Paquin. Il a confirmé que l'avion est usagé, mais qu'il n'a que 25 heures de vol. Il servira au transport des malades, mais aussi à l'entretien des 17 aéroports nordiques de la province, a-t-il expliqué, service introuvable au privé.

Selon lui, le directeur de l'Association, M. Brian Jenner, « ne comprend pas que le gouvernement doit avoir un minimum pour opérer ». Il s'est dit « un peu surpris » de la virulence de l'attaque de l'AQTA qui a reçu, « l'an passé, 500 000 \$ pour leur bâtisse. C'est le ministère des Transports qui les fait vivre. »

### Résignés et insatisfaits

Outré, M. Jenner a répliqué que l'aide octroyée par le ministre de l'époque, M. Marc-Yvan Côté, l'était pour le développement de l'industrie, et non pour museler l'Association. Selon lui, le « Piper Cheyenne 400 » acheté sera le seul du genre au Canada, ce qui occasionnera des frais pour l'équipement. « Cela me donne l'impression que les fonctionnaires ont ouvert un beau catalogue pour s'offrir ce qui n'existe pas ailleurs. Cela n'a pas de bon sens, cet avion, cela n'a pas de bon sens d'en acheter. »

Contactées par LE SOLEIL, trois entreprises se sont montrées résignées face à la décision de Québec. « Il est trop tard, mais je la dénonce quand même, a indiqué M. Aurèle Labbé, de Aeropro, à Sainte-Foy. La province « gèle » les salaires de ses employés, mais elle gaspille 6 millions \$ dans un rêve de fonctionnaires. »

À Rouyn, M. Jean Pronovost, de Propair, s'est dit « contre ça ». Mais, a-t-il ajouté, le Shorts Sherpa est « la moins pire » des acquisitions, bien qu'il se dise convaincu que le privé peut offrir le service. Finalement, chez Air Dorval, M. Raymond Marsolais a fait contre mauvaise fortune, bon cœur. Si Québec tient sa parole de ne pas en acheter d'autres, il aura au moins diminué le nombre de places offerts par son Service aérien : les deux avions remplacent des « antiquités » ayant beaucoup de sièges et coûtant une fortune à faire voler, a-t-il expliqué.

Hier, la fatigue se lisait sur le visage de cette grand-mère kurde et de sa petite-fille réfugiées dans une ville turque en bordure de la frontière irakienne. Pendant ce temps à Koweït City, le visage de la ville offrait une image saisissante... vers l'heure du midi ! Il se passe rarement une journée sans que la fumée provenant des puits de pétrole en feu obscurisse complètement le ciel.



## L'ONU se montre dure envers l'Irak

(Reuter, AFP, AP) — Au moment où le gouvernement irakien annonçait hier avoir maté l'insurrection des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak et que des centaines de milliers de civils fuyaient la région dans la crainte de représailles, un nouveau pas a été franchi vers la conclusion d'un cessez-le-feu définitif dans le Golfe.

La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée par 12 voix contre une et deux abstentions, exige la disparition de toutes les

armes de destruction massive irakiennes — missiles d'une portée supérieure à 150 km, armes chimiques et biologiques.

Elle prévoit également une ponction sur les revenus pétroliers irakiens pour payer des dommages de guerre aux États et aux particuliers et autorise le déploiement d'observateurs de l'ONU à la frontière irako-koweïtienne.

Par ailleurs, la résolution prévoit la levée immédiate de l'embargo de tous les produits alimentaires à destination de l'Irak, qui selon le rapport récent d'un des hauts fonctionnaires de l'ONU importait plus de 60 % de sa nourriture avant le début du conflit.

Les autorités de Bagdad devront également s'engager à renoncer au terrorisme ou à le soutenir partout dans le monde.

Si l'Irak remplit ces conditions, un cessez-le-feu permanent remplacera l'actuelle suspension des hostilités et ouvrira la voie au déploiement de « casques bleus » à la frontière irako-koweïtienne. Les États-Unis pourront alors retirer leurs troupes du sud de l'Irak.

L'ambassadeur d'Irak à l'ONU, Abdoul Amir al Anbari, a déclaré que le Conseil avait dépassé ses prérogatives mais n'est pas allé jusqu'à dire que son pays rejetait la résolution.

### Deux à trois millions de civils

Pour ce qui est de la situation en Irak même, les organisations humanitaires internationales confirment qu'entre deux et trois millions de personnes se sont lancées sur les routes du nord de l'Irak pour fuir l'armée de Saddam Hussein et tenter de passer en Turquie, en Iran ou en Syrie.

La Turquie, point de refuge le plus proche, a dit qu'elle ne pourrait accueillir des réfugiés en masse. Elle a préféré fermer sa frontière dans l'attente d'une garantie économique et financière.

Plus de 100 000 Kurdes sont bloqués sur une crête enneigée près de la frontière turque, empêchés d'avancer par les soldats turcs qui tirent en l'air à titre d'avertissement, a déclaré hier le reporter Tom Carver de la BBC.

« Toute une population est en train d'être anéantie, des milliers de gens ont été tués ou déplacés et le monde regarde ça sans rien dire », a déclaré de son côté à Damas un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Il a ajouté que l'armée de Bagdad utilisait des bombes au phosphore contre les civils en fuite.

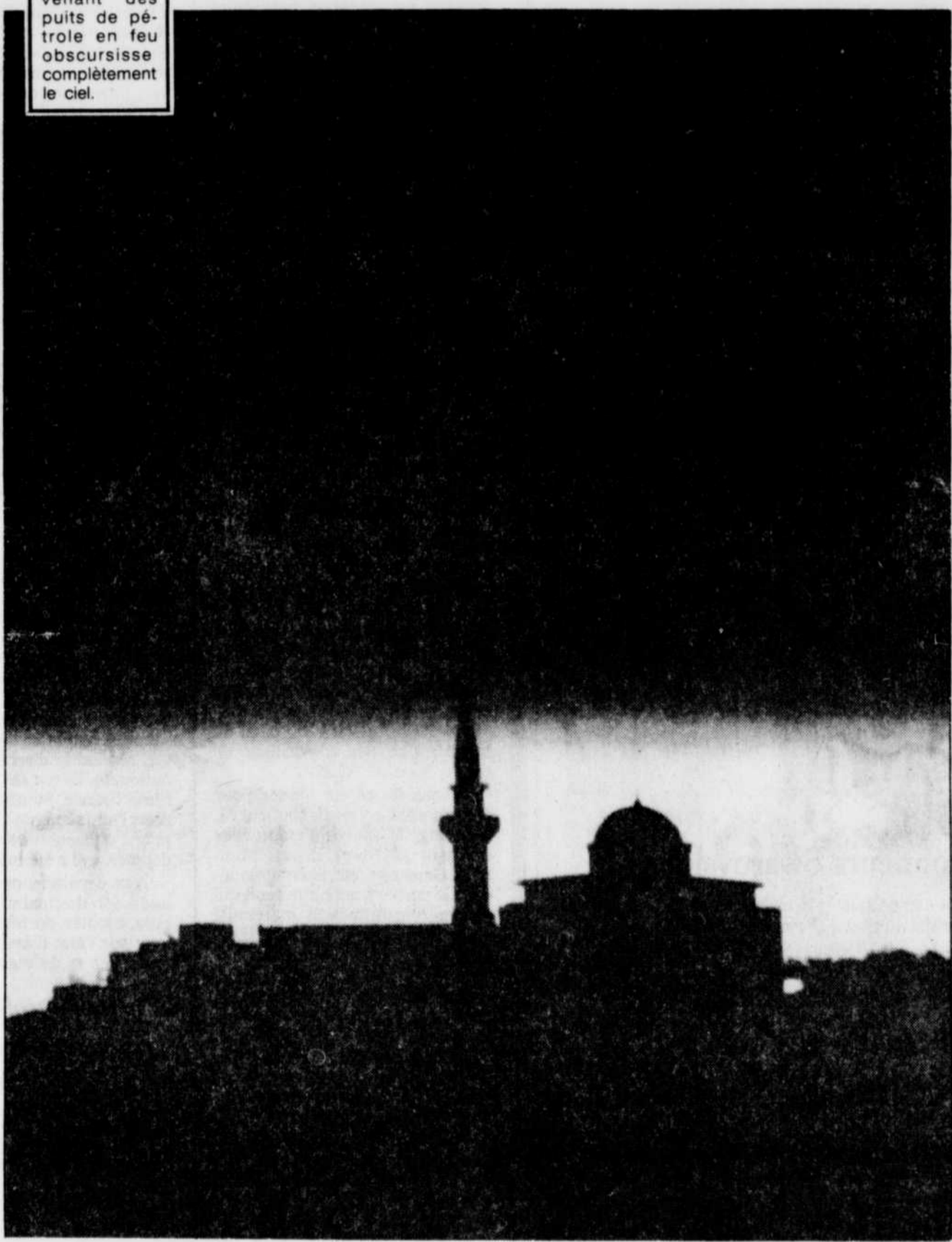
Sadako Ogata, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a déclaré redouter un génocide. L'agence officielle iranienne IRNA a décrit hier soir l'exode des réfugiés irakiens vers l'Iran comme « ce qui pourrait être la pire catastrophe humaine du siècle ».

### George Bush préoccupé

En Floride, hier, le président Bush, dont le pays a jusqu'ici refusé d'intervenir, s'est dit de plus en plus préoccupé par les informations faisant état d'atrocités contre des civils.

Il a laissé entendre qu'il pourrait reconsidérer les relations des États-Unis avec l'Irak si l'armée de Bagdad renversait le président Saddam Hussein. Les États-Unis se sont par ailleurs engagés à étudier dans les plus brefs délais l'octroi d'une aide humanitaire aux réfugiés irakiens.

Selon plusieurs sources émanant des services de renseignements, le président George Bush a signé des ordres officiels au début de cette année, autorisant les services secrets de la CIA à aider les insurgés chiites et kurdes à l'intérieur de l'Irak.



## Les pharmaciens n'écraseront pas avant juin

Le projet de règlement de l'Ordre des pharmaciens du Québec bannissant la vente du tabac dans toutes les pharmacies de la province, qui devait prendre effet le 23 avril, ne se concrétisera pas avant juin.

par LISE FOURNIER  
LE SOLEIL

C'est à la faveur d'une modification au code de déontologie de leur profession, que les ad-

ministrateurs de l'Ordre des pharmaciens s'étaient majoritairement prononcés, en janvier, contre la vente de tabac dans les pharmacies. Endossée par l'Office des professions, la modification proposée rend à toutes fins pratiques « la vente

de tabac incompatible avec le métier de pharmacien ».

Sauf que pour se prémunir contre d'éventuelles poursuites, l'Office des professions a décidé de republier dans la Gazette officielle du mois de mars, la résolution adoptée en début d'année par les administrateurs de l'Ordre. Ce qui a pour effet de reporter au plus tôt à la mi-juin son adoption par le conseil des ministres.

Toutefois, le président de l'Ordre des pharmaciens, M. Claude Lafontaine ne s'inquiète pas du retard. Il se dit confiant de voir bannir la vente de tabac dans les pharmacies d'ici l'été. Pour lui, il ne fait pas de doute que l'Office des professions recommandera au conseil des ministres d'entériner le projet de règlement.

Pour donner encore plus de poids à sa démarche, la direction de l'Ordre des pharmaciens a d'ailleurs dévoilé, hier, les données d'un sondage Omnibus commandé en janvier, au Groupe Léger et Léger.

Selon l'enquête réalisée auprès de 1004 Québécois, il ressort que 76,7 % d'entre eux considèrent que le commerce du tabac est incompatible avec la profession de pharmacien. Fait étonnant, près de sept sur dix (69,8 %) sont aussi en accord avec ce principe. Ce qui fait dire au président de l'Ordre, M. Claude Lafontaine que le public québécois ne veut

plus de tabac dans les pharmacies.

### L'envers de la médaille

L'Association québécoise des pharmaciens propriétaires (AQPP), représentant 1450 pharmaciens, qui avait déjà annoncé son intention de contester la validité du règlement, est plus déterminé que jamais à se battre.

Le vice-président de l'AQPP, M. Jean-Louis Hérvault, a d'ailleurs signalé, hier, que son association avait fait parvenir au ministre Raymond Savoie, responsable de l'application des lois professionnelles, des avis juridiques contestant les compétences du bureau de l'Ordre des pharmaciens de légiférer l'espace commercial en dehors de l'officine du pharmacien.

À ceux qui la contestent, l'Ordre des pharmaciens rétorque que le débat sur le tabac a franchi le stade de la légalité pour devenir un débat de société. « Nous ne voulons pas réglementer le commerce du tabac dans un local commercial, a insisté M. Claude Lafontaine, mais nous voulons réglementer les actes qu'un pharmacien ne peut pas poser. »

« Il faut que le public puisse faire la différence entre l'attitude du pharmacien qui prône la santé et l'autre commerce qui n'est pas la pharmacie. Ce qui bien souvent est loin d'être évident », conclut-il.

## Keith Spicer n'a pas été trop gourmand dans ses dépenses

Keith Spicer a fait remettre hier au président du comité des Communes chargé de vérifier le budget du Forum des citoyens, Jean Charest, un état de ses dépenses. Par contre ses collègues, membres à temps partiel, ont fait savoir qu'ils ne se plieraient pas aux demandes du comité avant l'expiration de leur mandat, le 30 juin.

par MICHEL VASTEL  
LE SOLEIL

pas de rapport sur leurs dépenses, malgré l'insistance de Keith Spicer lui-même.

Déjà la semaine dernière, Robert Normand avait indiqué que tous les membres à temps partiel du Forum resteraient solidaires.

C'est une attaque du président du SOLEIL contre les abus de certains membres qui a déclenché l'enquête du comité parlementaire.

Certains des collègues de M. Normand auraient en effet facturé, selon lui, jusqu'à trente jours par mois à raison de 600 \$ par jour, et auraient

recruté des adjoints à plus de 40 000 \$ par année.

Mais il semble bien que les abus, s'il y en a, ne se limitent pas aux membres du Forum eux-mêmes.

Le personnel de direction, et certains consultants sont, eux aussi, très bien rémunérés. C'est ainsi que le directeur des communications, Daniel Despinais, reçoit des honoraires de 450 \$ par jour.

Le rapport des dépenses de Keith Spicer sera rendu public jeudi prochain.

Par contre, il faudra attendre les mois d'été, ou même un éventuel rapport du Vérificateur général, avant de connaître les détails du budget de 27 millions \$ englouti par le Forum des citoyens, en neuf mois d'audiences à travers le pays.



Keith SPICER

## LA POLITIQUE

## Le PQ va mettre sa machine électorale derrière les candidats du Bloc québécois

Le Parti québécois mettra toute sa machine électorale derrière les candidats du Bloc québécois lors des prochaines élections fédérales.

par GILLES BOIVIN  
LE SOLEIL

C'est du moins ce que propose une résolution que le PQ de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean entend défendre au conseil national du parti qui se tient samedi et dimanche à Montréal. Une résolution qui s'attire déjà des appuis très nets au sein de la direction et de la députation du parti.

« C'est un secret de polichinelle que les péquistes sont massivement derrière le Bloc québécois », admet le député de Joliette, Guy Chevrete. Le BQ s'est donné une mission bien précise : la réalisation de la souveraineté du Québec et « je ne vois pas comment on peut refuser un appui formel à cet objectif qui correspond fondamentalement à notre option. »

De la même façon, le vice-président du PQ, Bernard Landry, n'hésiterait pas à mettre la machine péquiste derrière le BQ ? « Ce genre de proposition s'inscrit tout à fait dans la ligne stratégique

que nous avons suivie depuis quelques années. »

M. Landry prétend même qu'il serait « dangereux pour le Québec de ne pas avoir une forte présence souverainiste à Ottawa, alors qu'une majorité de la population du Québec favorise la souveraineté. Il y a maintenant un tel parti, alors il est normal que nous l'appuyons dans la mesure de nos moyens et dans le cadre des lois. »

On rappelle au PQ qu'une « expérience très fructueuse » a été menée dans Laurier—Sainte-Marie où un candidat du Bloc québécois, « avec notre aide totale », a été élu avec une très forte majorité.

rité. Gilles Duceppe, seul député du Bloc québécois à avoir été élu sous cette bannière, a largement déclassé ses adversaires avec une majorité de plus de 10 000 voix lors de l'élection partielle d'août dernier.

Pour le président du PQ du Saguenay—Lac-Saint-Jean (la région du chef du Bloc québécois Lucien Bouchard), Bernard Généreux, « le temps est venu de signifier de manière très claire à la fois au Bloc et à nos militants que, pour la prochaine élection fédérale », l'organisation du PQ doit se mettre à la disposition ou travailler à l'élection des candidats du Bloc québécois.

Loin de craindre que cette proposition n'entraîne des débats

houleux comme ceux auxquels avait donné lieu, il y a quelques années, la discussion sur la création d'une aile souverainiste au fédéral, M. Généreux soutient que « la conjoncture est tout à fait différente ». A l'époque, rappelle-t-il, cette tête de pont à Ottawa visait à faire avancer la cause de la souveraineté.

« Actuellement, cette cause est largement ancrée chez les Québécois et déjà des députés ont pris le virage du Bloc québécois, même que l'un d'entre eux a été élu sous la bannière du BQ », estime M. Généreux. « Il ne faut pas être docteur en sciences politiques pour se rendre compte que les deux bases se recoupent largement », conclut M. Landry.

## Le Reform Party se réunit pour décider s'il s'aventure dans l'Est

EDMONTON (PC) — Sûr de lui, impatient de se mêler aux grandes formations politiques canadiennes, le Reform Party décidera ce

week-end s'il secoue ses chaînes régionales pour donner libre cours à ses aspirations nationales.

Le parti, fondé il y a quatre ans pour permettre aux Canadiens de l'Ouest d'exprimer leurs frustrations, est devenu une force politique de premier plan dans cette région du pays. Ses délégués réunis à Saskatoon, aujourd'hui étudieront la possibilité d'élargir la base du parti pour inclure l'Ontario et les provinces atlantiques.

Leur leader Preston Manning encourage les 1200 délégués inscrits au congrès, d'une durée de quatre jours, à voter pour une résolution qui propose de sonder l'opinion des 62 000 membres du parti sur un projet d'expansion à l'est du Manitoba.

Plus de 5000 Ontariens ont acheté leur carte de membre, et le Reform Party a implanté des organisations dans 50 des 99 circonscriptions fédérales de cette province. Mais la charte du parti ne reconnaît pas les associations de comté hors de l'Ouest.

« Nous avons été fondés pour être un parti national, soutient M. Manning, le fils de l'ex-premier ministre albertain Ernest Manning. Je pense que le congrès aidera le parti à franchir le seuil qui sépare une formation marginale et un grand parti national dans l'esprit de certaines personnes. »

Sans exclure d'emblée le Québec de ses projets d'expansion, le parti, d'idéologie conservatrice, n'a pas fait d'avances aux Québécois. Son opposition au bilinguisme a d'ailleurs peu de chance de lui valoir beaucoup d'appuis dans la province.

Des sondages d'opinion indiquent que le parti pourrait remporter jusqu'à 40 des 86 sièges fédéraux dans l'Ouest, principalement aux dépens des conservateurs. Auquel cas le Reform Party pourrait influencer les décisions d'un gouvernement minoritaire.



## Le monde des FONCTIONNAIRES

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

## Yvon, le motivateur

Si Yvon Picotte était « coach » au hockey, on parlerait de lui comme d'un grand motivateur. Les extraits de sa rencontre, les 30 et 31 janvier, avec les directeurs régionaux de l'Office de planification et de développement du Québec ne laissent aucun doute là-dessus.

La note expédiée par le directeur général adjoint Pierre Deland à ses collègues — « pour vous faire partager ces moments importants de la vie de notre Office » — cite, dans le texte, faut-il présumer, le coloré ministre. D'entrée de jeu, M. Picotte a prévenu ses gestionnaires qu'il est « un gars de terrain » se faisant peut-être « conter des mentiries », mais qui « confronte souvent les versions (téléphones)... »

Notre homme a décrit à ses collaborateurs « son style » : « fonctionner avec les gens qui m'entourent » (yeah!), « j'essaie d'aimer tout ce que j'ai » et « j'apprécie beaucoup votre PDG ». Ses « principes » : « quand j'arrive, je prends pour acquis que tout le monde est compétent ». Et ce qu'il attend de l'OPDQ : « innover, provoquer des choses... et faire des chapeaux pour chaque tête ».

Il leur a aussi conseillé de « vous ajuster au ministre », de « sortir des grandes théories » et des statistiques qu'il « déteste ». D'autant plus que ses discours, il « les regarde toujours à la dernière minute » même s'il « aime passer les messages ».

Exigeant, le ministre ? Qui aime bien châtie bien. Et il aime son monde, « la plus belle équipe que j'ai eu à ce jour ». Un groupe « efficace, sur le terrain, partout », avec « une philosophie de vie spéciale. C'est agréable parce que vous comprenez les problèmes... » Un merci tout spécial à l'anonyme collaborateur qui nous fait parvenir cette note sur un des grands moments de la fonction publique.

## « Ils ont assez ri de nous! »

Les députés verront leurs allocations de présence aux commissions parlementaires et leurs frais pour les déplacements en automobile monter de 5 %, en 1991-1992. Probablement furieux de voir son salaire « gelé », l'an prochain, un fonctionnaire anonyme a écrit au libéral Rémy Poulin pour dénoncer cette hausse, demandant au député de « ne pas oublier de fouiller un peu dans les frais que nous occasionnent nos nombreux » élus.

« Se prendraient-ils pour des sénateurs ? » demande-t-il après avoir félicité M. Poulin de défendre les humbles serveurs de l'État. Ne reçoivent-ils pas « déjà un assez bon salaire » ? Mais le correspondant sans nom s'interroge aussi sur le fait que les frais pour les automobiles passeront de 0,32 \$ à 0,34 \$ le kilomètre. Le simple fonctionnaire touche 0,29 \$. « Nos députés paieraient-ils plus cher leur essence ? »

Rassurons-nous. Les relèvements des allocations pour être présents aux commissions siégeant en dehors de sessions de l'Assemblée nationale découlent de l'indexation normale au coût de la vie, répond la directrice de cabinet du président de l'Assemblée nationale. Ils ont été votés vers la fin du mois de janvier, poursuit Mme France Boucher. C'était avant qu'un gel des salaires soit dans l'air, souligne-t-elle. Pour ce qui est de la différence de tarif pour l'utilisation de son véhicule, elle fait savoir que le taux des députés, qui a été indexé lui aussi, est calculé sur celui des cadres.

Aux dernières nouvelles, la missive n'était pas encore parvenue à son destinataire. Mais les copies adressées contiennent une note, ajoutée de toute évidence à la dernière minute, en disant long sur l'état d'âme de l'expéditeur. « Faites quelque chose. Ils ont assez ri de nous! »

## Équipe complète au Conseil de la jeunesse

L'équipe de dirigeants du Conseil permanent de la jeunesse est complète. Après que Robert Bourassa eut désigné M. Alain Perreault comme président, les membres du conseil ont choisi les deux vice-présidents. Il s'agit de Mme Hélène Simard, étudiante de Québec à l'université Laval, et de M. Serge Fleury, de Montréal, ex-coordonnateur des maisons d'hébergement jeunesse de la province.

On peut joindre l'auteur de ces lignes au numéro de téléphone suivant : 644-4015.

## Reconnu coupable de fraude

LONGUEUIL (PC) — L'homme d'affaires et ex-organisateur conservateur Joseph Hamelin a été reconnu coupable, hier, à Longueuil, d'avoir fraudé de 30 800 \$ le gouvernement fédéral en obtenant une subvention du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration. La preuve a révélé qu'il avait mis sur pied une organisation appelée Héli-Secours, destinée au transport ambulancier hélicoptère ; les préposés devaient suivre des cours de formation qu'ils n'ont apparemment jamais reçus. L'argent aurait plutôt servi à payer leur travail au service de l'organisation conservatrice dans Saint-Hubert. L'ex-organisateur avait déjà été condamné à une amende de 20 000 \$ en mars pour une fraude aux dépens de l'Assurance-chômage.

## NOUS SOMMES EN EXCELLENTE COMPAGNIE AU COEUR DE L'ACTION.

L'agrandissement de l'Édifice SSQ est maintenant complet. La Tour du Saint-Laurent et la Tour des Laurentides forment un complexe immobilier prestigieux où il fait bon travailler.

Nous sommes fiers de nous retrouver en agréable compagnie

- SSQ, Mutuelle d'assurance-groupe.
- Le ministère de la Sécurité publique du Québec.
- La Caisse de dépôt et de placement du Québec.

## L'ÉDIFICE SSQ

2525, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec)

Vous pouvez encore vous établir au coeur de l'action.

Les derniers 8 000 pieds carrés du rez-de-chaussée sont encore disponibles, en tout ou en partie. Pour vous joindre aux locataires de l'Édifice SSQ, téléphonez au (418)

652-2705

**Société des collectionneurs Swarovski**

Sculpture saisissante "Sauvez-nous - les phoques" ; deuxième de la série "mère et petit" à tirage limité en cristal d'argent de Swarovski. 287,50 \$

Seuls les membres de la Société des collectionneurs Swarovski peuvent se procurer cet original 1991. Venez chercher votre demande d'adhésion dès aujourd'hui.

Dans chaque boîte bleue se cache un rêve.

**BIRKS**  
Place Ste-Foy 653-4035

Printemps-Été '91

Robe bustier 100% lin 195 \$  
Veston 100% lin 359,95 \$

présente sa collection

**PERREAU**

LES GALERIES DE LA CAPITALE 626-7322 PLACE STE-FOY 658-0081

## FORFAITS SANTÉ

Pourquoi pas un petit séjour santé pour le printemps ?

**Fins de semaine de détente :**  
2 jours, 2 nuits, 6 repas, 6 soins, 315 \$/pers., occ. double.

**Beautéthérapie :**  
3 jours, 3 nuits, 9 repas, 9 soins, 465 \$/pers., occ. double.

**Cure :**  
6 jours disponible.

Profitez du programme SPA BUDGET

Enfin, votre rêve accessible.

Informez-vous au

(418) 598-3311

L'AUBERGE PHILIPPE-AUBERT INC.

ST-JEAN-PORT-JOLI

UNITÉ # 2928

9 995 \$\*

1991

**EAGLE SUMMIT DL**

Moteur 1.5 L injection, boîte manuelle 5 vitesses, servofrein, servodirection, dégivreur arrière, 2 rétroviseurs extérieurs, essuie-glace intermittents, commande de l'intérieur ouverture de coffre, protection anticorrosion.

**RABAIS INCLUS**

\*Frais d'expédition et taxes en sus



**GOSSELIN**

APRÈS-VENTE AUTO DE COURTOISIE GRATUITE  
\*Frais d'expédition et taxes en sus

Parce qu'ils songent à voter contre la loi sur le gel des salaires

# Côté rappelle à des collègues les limites à ne pas franchir

Le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté met en garde les députés libéraux de la région de Québec contre les conséquences de la bataille qu'ils ont décidé de livrer au gel uniforme des salaires dans le secteur public.

par FREDERIC TREMBLAY  
de la Presse canadienne

M. Côté les avertit qu'il y a « certaines limites » à ne pas franchir, au risque de rompre avec certaines règles parlementaires.

Voter contre la loi sur le gel des salaires, comme songent à le faire plusieurs députés libéraux de la région de la capitale, pourrait les obliger à quitter le Parti libéral « puisqu'il s'agit d'une question fondamentale », a ajouté le ministre dans une entrevue à la Presse Canadienne.

Mardi, quatre des six députés du caucus libéral de Québec avaient affirmé que si le ministre Daniel Johnson ne mettait pas de l'avant des mesures pour épargner les plus bas salariés du secteur public, ils pourraient bien voter contre la loi qui doit être déposée bientôt à l'Assemblée nationale.

Il s'agit des députés Rémy Poulin (Chauveau), Jean Leclerc (Taschereau), Michel Després (Limoulu) et Réjean Doyon (Louis-Hébert). Le député Jean-Guy Lemieux (Vanier), présentement en vacances, serait du même avis.

Quant au sixième député du caucus, Ghislain Maltais (Saguenay), il n'a pas voulu évoquer, pour l'instant, la possibilité qu'il puisse aussi s'opposer à la loi, gardant l'espoir que d'ici à son adoption, un aménagement pourra être trouvé.

### Solidarité plus serrée

« Tu ne peux pas à la fois profiter des bons coups du gouvernement et éviter les mauvais », a signalé le ministre Côté, qui reconnaît que le Parti libéral aura un prix politique à payer pour sa décision de geler les salaires.

Tout en reconnaissant que ses collègues députés défendent une « cause fort honorable », le ministre député de Charlebourg tient à une solidarité ministérielle plus serrée. Il n'a bien sûr pas l'intention de joindre leur rang, soulignant « qu'il y a une logique derrière cette décision (geler les salaires) ».

Lui-même membre du comité interministériel de négociation avec les employés du secteur public, M. Côté se dit cependant ouvert à toutes suggestions des députés de son caucus régional dans la mesure où elles permettraient de rencontrer les objectifs financiers du gouvernement.

« Ce n'est pas une mauvaise affaire (protéger les plus bas salariés), mais il faut que leurs propositions aient le même rendement sur le plan des finances publiques », a fait valoir M. Côté.

### Ministre parlable

Ce dernier a précisé que le gouvernement est également disposé à étudier des hypothèses semblables provenant du milieu syndical, ajoutant que si elles respectent les objectifs financiers du gouvernement, il les défendra au sein du comité interministériel de négociation.

Entre-temps, au Conseil du Trésor, on a toujours eu aucune demande de rencontre de la part des dirigeants syndicaux, et cela même si le projet de loi sur le gel des salaires doit être déposé la semaine prochaine à l'Assemblée nationale.

Les organisations syndicales, dont la CSN, ont laissé entendre qu'un accroissement du taux d'imposition chez les hauts salariés permettrait aisément au gouvernement du Québec de récupérer des sommes appréciables.



## Inhumation de Mme Pauline Vanier à Québec

Les funérailles de Mme Pauline Vanier, épouse de feu Georges-P. Vanier, gouverneur général du Canada de 1959 à 1967, ont eu lieu, hier, en la basilique de Québec. Outre ses enfants et des membres de sa famille, assistaient aux obsèques des représentants des gouvernements canadien et québécois ainsi que des autorités religieuses. On remarquait la présence du gouverneur général du Canada, M. Ramon John Hnatyshyn, deuxième à gauche. Dans l'assistance des personnes handicapées qui ont tenu à rendre un dernier hommage à celle qui a consacré les dernières années de sa vie à l'Arche, communauté pour handicapés mentaux à Trosly-Breuil en France, oeuvre de son fils Jean, à droite. Mme Vanier a été inhumée à la Citadelle de Québec, près de son mari.

# GRATUIT



## DES BICYCLETTE

CCM

La Clef de Sol vous offre, une fois de plus, sa PROMO VELO mettant en vedette les réputées bicyclettes CCM: le vélo sport BMX et le vélo de montagne valant respectivement 149 \$ et 279 \$ en collaboration avec

# TOSHIBA



### Un vélo de montagne GRATUIT

à l'achat de ce super téléviseur 29 po. modèle CX29889, son stéréo et ambiphonique, muni d'un système basses fréquences CARVER, télécommande unifiée, câblelecteur et image haute définition.

1199 \$

### Une BMX GRATUITE

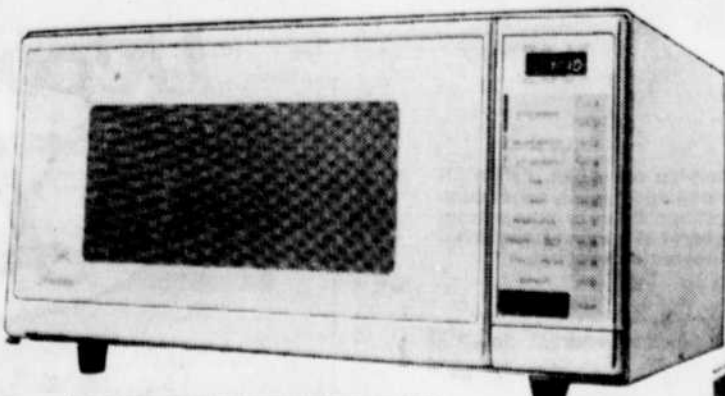
à l'achat de ce téléviseur 21 po. câblelecteur, télécommande unifiée, affichage à l'écran.

499 \$

### Une BMX GRATUITE

à l'achat de cette mini-chaine stéréophonique, modèle V-19, 50 watts RMS total comprenant: récepteur digital avec mémoire, platine cassette double, amplificateur, tourne-disque, lecteur de disque compact et enceintes acoustiques.

799 \$



### Une BMX GRATUITE

à l'achat de ce four à micro-ondes de 12 pi., modèle ERS 8739, décongelation, touches sensorielles et horloge.

329 \$



\* Sous réserve de l'approbation du service du crédit, vous pouvez ne payer que le 21 juin 1991 sans intérêt ou premier versement le 21 juillet 1991. Applicable sur certains articles de 300 \$ et plus spécialement identifiés en magasin.

Aut. de la Capitale, sortie P-Bertrand-Nord, 840, Bouvier 627-0840  
2, rue Saint-Jean, angle Salaberry 524-8431

## Louis Laberge nie qu'il est près de la retraite

MONTREAL — Le président de la FTQ Louis Laberge nie qu'il prenne prochainement sa retraite, mais admet qu'il y aura bientôt des changements le concernant.

par LIA LEVESQUE  
de la Presse canadienne

Interrogé après son discours, prononcé à l'occasion d'une réunion spéciale du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ), M. Laberge a qualifié de « fausses rumeurs » les nouvelles faisant état de son départ prochain de la présidence de la plus grosse centrale syndicale au Québec.

« Non, je ne prends pas ma retraite. Absolument pas. Dire que je prends ma retraite et que je pars le 1er mai, c'est faux », a-t-il lancé.

M. Laberge admet néanmoins qu'à une prochaine réunion au sein de la FTQ, le 10 avril, « il va être question de certains changements ».

De quels changements s'agit-il? « Bouche cousue », répliqua M. Laberge, visiblement amusé à faire trépigner les deux journalistes qui cherchaient à lui en faire dire un peu plus. « On va discuter de changements à la FTQ et au Fonds de solidarité », se borne-t-il à préciser.

Il nie toutefois que ce changement consiste à établir une coprésidence à la FTQ. L'actuelle direction est partagée entre M. Laberge à la présidence et M. Fernand Daoust comme secrétaire général. « Ça me surprendrait beaucoup qu'il y ait deux coprésidents. On n'est pas habitué à ce genre de chose-là », lance-t-il en souriant.

## Info-Secte à la défense des «religions»

## «Les membres de sectes sont intelligents et idéalistes»

« Les gens qui adhèrent à des sectes comptent parmi les plus intelligents et les plus idéalistes de notre société. »

textes de NORMAND PROVENCHER  
LE SOLEIL

Le directeur général d'Info-Secte, Mike Kropveld, balaye du revers de la main la fausse étiquette accolée aux personnes qui se laissent prendre dans l'engrenage savamment mis sur pied par les dirigeants des sectes. Souvent, croit-il, les membres adhèrent à

de tels mouvements à une période très vulnérable de leur vie, « où leurs besoins émotionnels sont très grands ».

Depuis dix ans, Info-Secte se veut la planche de salut d'«ex-membres aux prises avec des problèmes de réadaptation, ou de parents cherchant désespérément des informations sur une mystérieuse secte auquel a adhéré leur enfant.

Tel ce quinquagénaire de Québec qui n'a pas revu son fils depuis 1977, après qu'il eut adhéré, à l'âge de 19 ans, aux « Enfants de Dieu », un mouvement international très structuré qui servirait de prétexte à la prostitution et à la pornographie juvéniles. L'homme vit d'espoir et se rattache avec l'énergie du désespoir aux lettres, de plus en plus rares, que son garçon lui envoie. « Avoir perdu mon fils par la mort, c'est déjà une épreuve, mais quand on sait qu'il est à la fois mort et vivant... », dé-

clare-t-il, lors d'une entrevue au SOLEIL.

Selon M. Kropveld, les sectes ont tendance à proliférer à la faveur des époques difficiles et instables comme celle que nous traversons. « Les gens cherchent des réponses à leurs besoins de spiritualité comme on cherche une solution magique. Et ils croient souvent les trouver dans ces mouvements utopiques. »

Les différentes sectes (Info-Secte dit tenir des « informations judicieuses » sur 10 000 mouvements) déploient des trésors d'imagination pour faire tomber leurs futurs disciples dans leurs filets. Plusieurs techniques de manipulation sont utilisées : isolement, pression du groupe, culpabilité, peur, robotisation, surveillance. « On ne montre pas tout au début. Passer un week-end dans un mouvement, c'est bien beau, mais c'est seulement avec le temps que tu découvres la vérité », explique M. Kropveld.

Parrainée par le sénateur Jacques Hébert, la campagne de financement d'Info-Secte vise à amasser 100 000 \$ afin de poursuivre son œuvre d'information et de sensibilisation. Les besoins sont là, fait-on savoir : depuis 1988, l'organisme reçoit 3500 appels annuellement.

Grâce à cette somme, Info-Secte espère pousser plus avant son travail d'aide en mettant sur pied, par exemple, une ligne 1-800

pour les gens en régions éloignées, ou un groupe d'entraide pour les ex-adeptes, voire une maison de transition.

## Contre le gel des salaires

## Front commun de la CSN, CEQ et FTQ avec la FIIQ

La Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) travaillera en étroite collaboration avec la CSN, la CEQ et la FTQ pour que la prolongation des conventions collectives s'accompagne d'une hausse des salaires, et non d'un gel, en 1992, et que ses membres retrouvent rapidement l'ancienneté perdue à la suite de leur grève, en 1989.

Lors de la dernière ronde de négociation, la FIIQ avait préféré cheminer seule plutôt que de s'associer avec la CSN et la CEQ. La présidente Diane Lavallée estime aujourd'hui que le contexte est différent et ce n'est qu'unies, que les organisations syndicales pourront contrer le blocage des salaires des 400 000 employés de l'État.

Réunies hier à Laval, les déléguées de la FIIQ ont donné un large mandat à leur direction. « Nous ne voulons pas nous lier les mains avec une durée et un montant

fixes », a expliqué la dirigeante syndicale. Elle estime par ailleurs que le gouvernement libéral a un intérêt politique à avoir une entente négociée.

## Loi 160

En ce qui a trait à la loi 160 sur le maintien des services essentiels dans le réseau de la santé et des services sociaux, que les membres de la FIIQ ont défilé à l'automne 1989, la FIIQ tentera, toujours avec les centrales syndicales, de s'entendre avec le ministre Marc-Yvan Côté pour qu'il redonne aux salariés l'ancienneté qu'ils ont perdue.

## L'apocalypse selon De Cornellier

L'Homme à la généreuse barbe en collier et au front dégarni est assis confortablement dans un fauteuil, une imposante Bible sur les genoux. Avec sa chemise blanche à manches courtes et sa cravate rouge, il ressemble à un homme d'affaires occupé qui a retiré sa veste pour parler de choses très sérieuses. Car le moment est sérieux : l'Homme, ci-devant Michel de Cornellier, PDG et gourou de la moribonde Cité écologique de l'Ère du Verseau, va nous entretenir ni plus ni moins que de l'apocalypse...

Rendu public par Info-Secte il y a trois ans, ce vidéo interne d'une vingtaine de minutes, dont LE SOLEIL a pu prendre connaissance, montre que le fondateur de la Cité ne s'embarrasse guère de nuances lorsqu'il s'agit de parler des grands mystères de la vie et de la fin du monde. Voyez plutôt.

« Ce qui a été merveilleux dans l'apocalypse (!), c'est de voir comment que (sic) le tribunal de la Justice, en haut, est organisé. Lorsqu'on lit l'apocalypse, on s'aperçoit que Jésus, pris en rapport avec Jean (l'apôtre), voulait nous amener tranquillement à découvrir que ce n'est pas Dieu qui s'occupe de tout. Dieu a mis une hiérarchie d'êtres que nous devons nous habituer vraiment à apprendre à communiquer (!) »

D'une voix monocorde, parsemée de longues pauses pour lui permettre de retrouver dans la Bible les passages servant à étayer ses affirmations, De Cornellier parle de tout et de rien, les deux à la fois. Des produits écologiques que sa commune tente de commercialiser, du premier ministre du Québec (« à notre époque, Pierre Bourassa... »), des 24 vieillards des l'Apocalypse, des sept esprits de Dieu, de la cinquième trompette, du Sphynx, de la Croix du poisson, des signes de l'horoscope, tutti quanti.

De Cornellier — que plusieurs ex-disciples ont décrit comme un être qui ne tolérerait pas que son pouvoir soit critiqué —, atteint le summum de son art oratoire dans les dernières minutes, en traçant un parallèle entre l'invasion de sauterelles de l'apocalypse, dotées de « queues pareilles à des scorpions capables de torturer les hommes pendant cinq mois », et l'apparition du sida.

« Tous les grands médecins sont tous unanimes que la maladie du sida, qui est transmis par les appareils génital (sic) de

l'homme, s'est accentuée à partir des années 84 à une épidémie presque impossible à trouver des solutions. Et drôle de coïncidence, Pluton est rentré dans la Constellation du Scorpion en 1984 pour 20 ans. Et le Scorpion régit les organes génitaux.

Comme il l'avait si bien dit auparavant, avec une pointe d'humour, entre deux visions apocalyptiques : « Si je peux me retrouver, ça devrait bien aller. Ce ne sera plus du chinois, ça va être du japonais... Ça va être plus clair que du japonais... »

À VOTRE GOÛT  
dernier versement

AVRIL '92

OU RÉGLEZ LE SOLDE EN SEPTEMBRE '91 SANS INTÉRÊT - AUCUNS FRAIS

L'ÉLÉGANTE ARCHITECTURE  
DU CONFORT

Ce magnifique ensemble fauteuil et tabouret au recouvrement de cuir véritable d'excellente qualité, offrant un confort certain, présente une résistante structure tubulaire au design original, témoin du dévouement apporté à sa fabrication. De plus, vous pourrez profiter d'un levier permettant le blocage de l'inclinaison du dossier à différentes positions, ce qui en fait incontestablement un modèle de choix, et cela, à un prix incroyablement bas.



269<sup>95</sup>

449<sup>95</sup>

RCA

## TÉLÉVISEUR COULEUR 21 po

Superbe téléviseur couleur aux lignes profilées, doté d'intéressantes particularités comme l'autoprogrammation des canaux, la télécommande multifonction permettant le réglage de toutes les fonctions avec affichage des données à l'écran, y compris l'heure, la capacité de télé-distribution de 147 canaux, la minuterie et bien plus.

DécoMeuble

Leon  
depuis 1909

\* CONDITIONS GÉNÉRALES: Sous réserve de l'approbation du service du crédit. PREMIER CHOIX: Bénéficiez d'un taux de financement de 9,9% pour une période de 24 mois, achat minimal de 1 500 \$, 24 versements égaux et consécutifs dont le premier est applicable le mois suivant votre achat. DEUXIÈME CHOIX: réglez le solde en août 91, sans intérêt et aucuns frais, achat minimal de 300 \$. Dans les deux cas, le paiement de toutes les taxes est requis à l'achat.

SERVICE APRÈS-VENTE 683-3471 ET 1-800-463-7215

HEURES D'OUVERTURE: lundi, mardi et mercredi, de 9 h à 17 h 30; jeudi et vendredi, de 9 h à 21 h; samedi de 9 h à 17 h.

VANIER  
100, rue Chabot  
à proximité des Haïes Fleur de Lys  
683-9600

SAINTE-FOY  
2635, boul. Hochelaga  
Plaque de la Cité  
657-6002

CHARLESBOURG  
8500, boul. Henri-Bourassa  
Carrefour Charlesbourg  
627-3073

BEAUPORT  
4175, boul. Sainte-Anne  
voisin Quincaillette Rep. Boily  
667-7861

LÉVIS  
300, côte du Passage  
Galeries Chagnon  
635-0606

**Hydro-Québec**

**APPEL D'OFFRES**  
pour 14 h heure de Montréal

CTC.13003.A  
le mardi 7 mai 1991

CONSTRUCTION D'UN CHEMIN D'ACCÈS  
QUATRE (4) SAISONS  
AU CAMPAMENT AMISKW  
Territoire de la Baie James

Admissibilité:  
Principale place d'affaires au Québec  
Garantie de soumission: 200 000 \$  
Prix du document: 25 \$  
(taxes incluses)

Le document d'appel d'offres peut être  
consulté ou obtenu du lundi au vendredi de  
9 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h à l'endroit  
suivant:

HYDRO-QUÉBEC  
GROUPE ÉQUIPEMENT  
Direction Approvisionnement  
et Services  
Service Achats et Contrats  
855, rue Sainte-Catherine Est  
3e étage  
Montréal (Québec)  
H2L 4P5

Pour renseignements:  
(514) 289-5903

Le montant de 25 \$ est NON REM-  
BOURSABLE et doit être payé sous forme  
de chèque ou de mandat à l'ordre  
d'Hydro-Québec.

La garantie de soumission devra être sous  
forme de chèque visé, de lettre de crédit  
irrévocable, de cautionnement fourni par une  
compagnie d'assurance ou d'obligations au  
porteur.

Seules les personnes physiques ou morales  
qui ont obtenu le document d'appel d'offres  
directement du bureau mentionné plus haut  
sont admises à soumissionner.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son  
numéro de téléphone, de télex et/ou de  
télécopieur lors de sa demande de document  
d'appel d'offres.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter  
toute soumission.

Le chef de service  
Achats et Contrats  
Antonio Pinho, ing.

# LE MONDE

Washington désavoue le scrutin de dimanche

## Un exode massif des Albanais en Grèce?

TIRANA (Reuter, AP, AFP) — Désespérés par la victoire électorale des communistes au pouvoir, 5000 Albanais se sont massés devant l'ambassade de Grèce à Tirana pour tenter d'y obtenir un visa.

Entretemps, quelque 50 000 personnes se sont rassemblées hier dans le centre de Shkoder (nord du pays) pour les funérailles des trois « martyrs de la démocratie » abattus mardi par la police au cours d'une manifestation anti-communiste spontanée devant le siège local du Parti du travail albanais (PTA, communiste).

Les syndicats indépendants et le Parti démocratique (opposition) ont, d'autre part, appelé pour au-

jourd'hui une grève générale en Albanie pour protester contre « les violences à Shkoder », a-t-on appris à Tirana au siège du Parti

Par ailleurs, les États-Unis ont estimé hier que les dernières élections en Albanie remportées par les communistes avaient été entachées d'irrégularités.

Le porte-parole du département d'État à Washington, Mme Margaret Tutwiler, a notamment cité des « informations crédibles » sur des cas d'intimidation de candidats et de partisans de l'opposi-

tion pendant la campagne.

Elle s'est demandée pourquoi le gouvernement avait mis plus de deux jours à annoncer les résultats du scrutin, sans publier le nombre de voix acquis par chaque candidat.

Le porte-parole a également noté que l'opposition n'avait eu qu'un accès limité aux médias et aux ressources de l'État, contrairement aux communistes au pouvoir.

### Demandes d'asile

Le premier secrétaire de l'ambassade grecque à Tirana, Nicolaos Kanellos, a parlé hier d'une « explosion » des demandes d'asile d'Albanais depuis l'annonce

des résultats du scrutin de dimanche.

« C'est terrible. Hier et aujourd'hui, nous avons eu entre 4000 et 5000 demandes de visas », a-t-il dit dans la petite villa où il travaille jour et nuit, avec trois collègues, pour examiner les dossiers des candidats à l'exil.

« Avant les élections, la moyenne était d'à peu près 600 demandes par jour », explique-t-il.

Des policiers, la matraque à la main, et des soldats, le fusil au côté, montent la garde devant la porte de derrière et repoussent ceux qui n'ont apparemment pas les documents nécessaires à l'établissement d'un visa.



Des sympathisants transportaient hier les cercueils des trois hommes abattus par la police mardi lors d'une manifestation anti-communiste à Shkoder. La majorité des 60 000 habitants de la ville assistaient aux funérailles.

Dans sa grande majorité, la foule est retenue dans les rues adjacentes par des cordons de soldats. Nombre d'Albanais escaladent des murs ou grimpent sur des camions pour tenter de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe dans l'enceinte de l'ambassade.

**Lucia**

Pour le plaisir d'être différente à chaque instant, la collection Lucia vous offre un vaste choix de coordonnés dans les tons de vert, jaune, rouge ou beige. Tailles disponibles jusqu'à 20 ans.

*Simone Paris*

LE PRÊT-A-RAVIR  
2646, CHEMIN SAINTE-FOY, PLACE CORANIT, SAINTE-FOY  
656-1902

# LE CUIR À TOUT PRIX!

Offrez-vous le cuir véritable à des prix irrésistibles pendant notre promotion

	<b>Soleil</b> Maintenant 995 \$		<b>Idra</b> Maintenant 1395 \$
	<b>Nuvola</b> Maintenant 1995 \$		<b>Éric</b> Maintenant 2495 \$

**NOUVEAUX CUIRS - NOUVEAUX COLORIS - NOUVEAUX MODÈLES**

**CRÉDIT INVESTISSEMENT CUIR**  
Bénéficiez en plus de rabais additionnels de 75,00\$ à 500,00\$ applicables sur tout autre achat (voir détails en magasin)  
(TPS de 7% comprise dans le prix)

**FACILITÉS DE PAIEMENT**  
**LA GALERIE DU MEUBLE**  
**4 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS**

■ DESIGN: 18, rue Courcellette Tél.: 681-0171	▲ CLASSIQUE: 1215, boul. Charest O. Tél.: 681-0171	◆ ROCHE BOBOIS: 9, rue Courcellette Tél.: 681-4101	● CUIR NO 1: 2960, boul. Laurier Tél.: 681-0171
---	--	--	---

Pour les clients de l'extérieur: 1-800-463-2277

# LE JEU VIDEO CHIK

**LA JUNGLE Super mario**

vous entraînent dans le labyrinthe excitant du jeu vidéo en direct!

Notez les codes d'accès divulgués dans les émissions "LA JUNGLE" à 7 h 45 et "SUPER MARIO" à 16 h 45 et préparez-vous à affronter les épreuves du JEU VIDEO-CHIK, la toute première promotion radiophonique interactive.

**99 \$** à chaque jeu  
Plus de **7 000 \$** à gagner.

**CHIK 99**

Les règlements sont disponibles à CHIK-99.

# Chrysler continue d'améliorer ses valeurs sûres.

Jusqu'à

## 2 000 \$

de remise en argent ou  
taux de crédit offert par le fabricant  
sur certains modèles sélectionnés\*.



### Dodge Spirit/Plymouth Acclaim

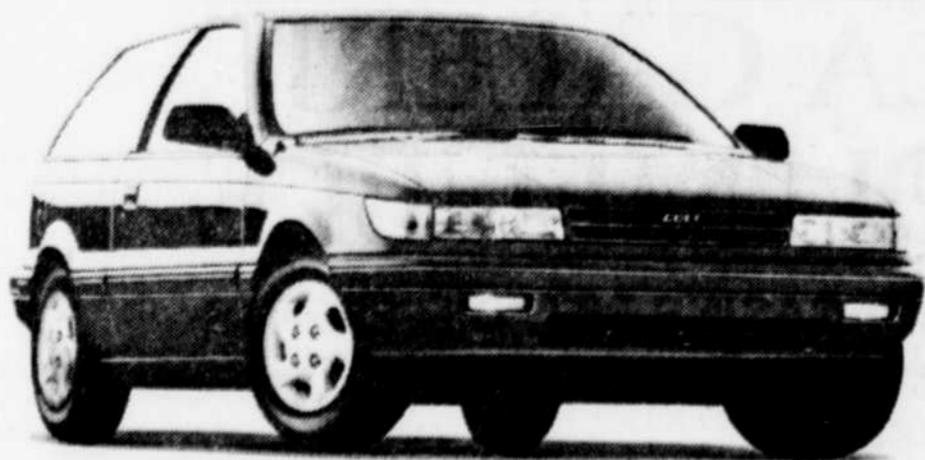
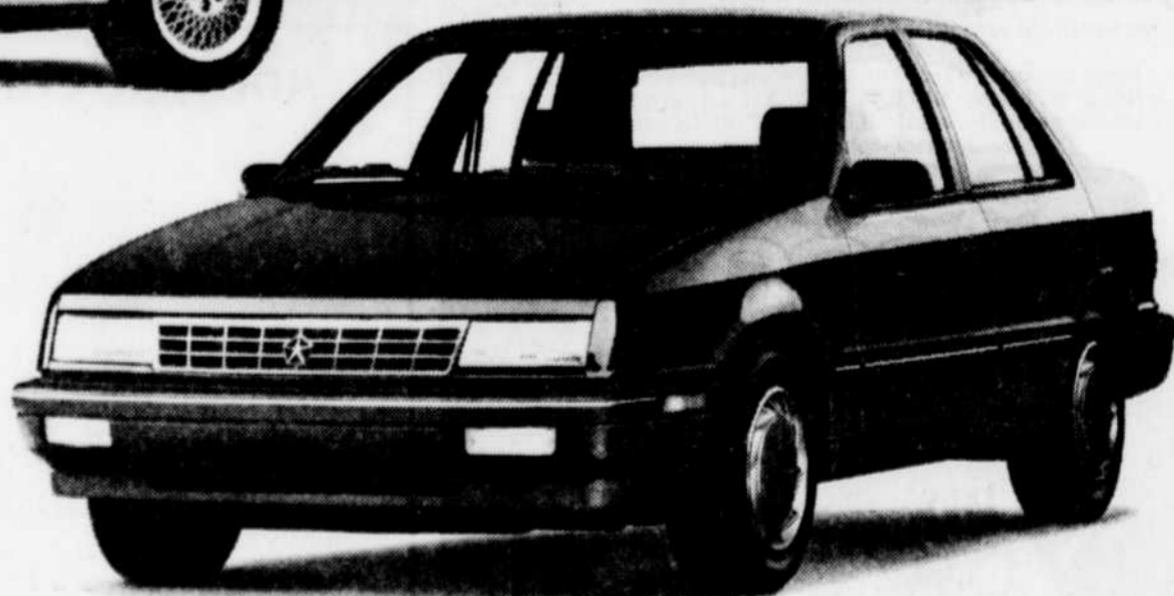
1 000 \$ de remise en argent ou  
taux de crédit offert par le fabricant\*.

-Plus puissantes et plus agréables à conduire que  
tout autre modèle concurrent - *Motor Trend*  
Ensemble d'accessoires en option offrant le  
climatiseur sans frais\*\*

### Plymouth Sundance/Dodge Shadow

750 \$ de remise en argent ou  
taux de crédit offert par le fabricant\*.

Équipées de 47 caractéristiques standard, ces voitures  
constituent les valeurs sûres à 4 portières de Chrysler.



### Colt 200

750 \$ de remise en argent ou  
taux de crédit offert par le fabricant\*.

La sportive des années 90 qui vous offre la technologie  
japonaise... à un prix maintenant plus abordable.

### Colt 100

Ajoutez-y 750 \$ de remise en argent\* et la Colt 100E vous est  
proposée à partir de 6 973 \$\*\*\*. Vous pouvez choisir un taux  
de crédit offert par le fabricant plutôt que la remise en argent\*.

De tous les fabricants automobiles nord-américains, Chrysler a obtenu, pour la quatrième année de suite, le plus haut taux de satisfaction de la clientèle.

**Chrysler Dynasty**

750 \$ de remise en argent ou taux de crédit offert par le fabricant\*.

Cette berline qui accueille six personnes offre un confort et une qualité admirables. Elle est en fait notre voiture de classe intermédiaire la plus avantageuse qui soit!

J.D. Power & Associates



**Dodge Shadow «S»/Plymouth Sundance «S»**

A seulement 8 995 \$, c'est notre meilleur prix, et la meilleure valeur que vous ne puissiez obtenir...\*\*

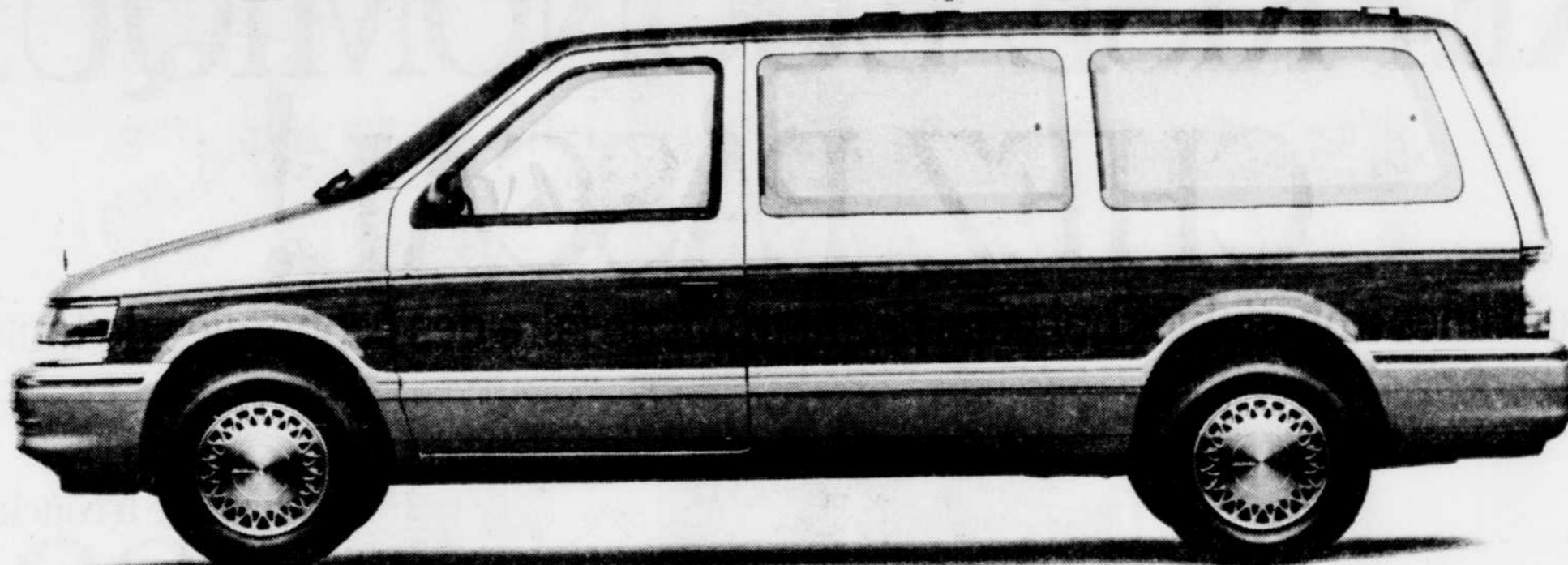
Votre choix: 500 \$ de remise en argent sur les modèles à 5 vitesses ou boîte-pont automatique sans frais†.



**Plymouth Voyager/Dodge Caravan**

Économisez 1 000 \$ sur un ensemble d'accessoires en option\*\*.

Voyez votre concessionnaire au sujet des remises en argent que le fabricant offre au concessionnaire. Avec plus de 250 000 véhicules vendus, Chrysler surpasse tous ses concurrents réunis (J.D. Polk)



**Plymouth Laser**

500 \$ de remise en argent ou taux de crédit offert par le fabricant\*.

-Un coupé sport abordable qui offre suffisamment de performance pour concurrencer la Porsche 944.-  
*Road and Track*



**Pick-up Dodge Ram**

1 000 \$ de remise en argent ou taux de crédit offert par le fabricant\*.

Les pick-up Dodge Ram équipés de freins avec système antiblocage en équipement standard obtiennent, pour la deuxième année de suite, le plus haut taux de satisfaction de la clientèle. J.D. Power & Associates  
(Excluant modèle diesel 1991)



**Chrysler Imperial**

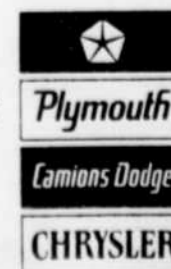
2 000 \$ de remise en argent ou taux de crédit offert par le fabricant\*.

Le joyau de Chrysler: grand luxe et style traditionnels combinés à une technologie sophistiquée et à une fabrication soignée.

Chez Chrysler, nous allons droit au but: nous vous proposons des offres sans pareilles. Tout comme nos voitures, d'ailleurs: qualité et valeur inégalées. Passez donc sans tarder chez votre concessionnaire Chrysler, Plymouth ou Dodge et venez comparer nos prix. Économisez aussi sur les ensembles d'accessoires et obtenez les remises en argent offertes au concessionnaire par le fabricant sur de nombreux modèles.

**L'Avantage Chrysler**

Profitez-en chez les concessionnaires Chrysler du Québec.



\*Ces offres sont mutuellement exclusives et ne s'adressent qu'aux particuliers achetant au détail. Elles annulent et remplacent toutes les offres précédentes et ne peuvent être combinées à aucune autre. Les demandes de crédit pour un terme maximal de 48 mois sont conditionnelles à l'approbation de Chrysler Credit Canada Inc. Les frais de transport, d'immatriculation, d'assurances ou autres et les taxes sont en sus. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Les véhicules achetés doivent être livrés à partir du stock actuel des concessionnaires, du 25 mars 1991 jusqu'à la fin de ce programme telle qu'elle sera déterminée par Chrysler Canada Inc. Seule l'offre de remise en argent est applicable dans le cas des véhicules loués à long terme à des particuliers.  
\*\*Climatiseur offert sans frais sur certains modèles spécialement équipés. Les économies associées aux ensembles d'accessoires sont établies d'après le prix de détail suggéré par le fabricant pour ces accessoires lorsqu'ils sont achetés séparément.  
\*\*\*Prix de détail suggéré par le fabricant pour le modèle de base 1991. Les frais d'assurances, d'immatriculation, de transport (Sundance/Shadow: 400 \$, Colt 100E: 390 \$) ou autres et les taxes sont en sus. Les stocks étant limités, il se peut que les concessionnaires aient à commander ou à échanger les véhicules. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher.  
† Les remises en argent sont offertes pour un temps limité. Voyez votre concessionnaire pour les détails. Les véhicules doivent être achetés et livrés à partir du stock actuel des concessionnaires, du 25 mars 1991 jusqu'à la fin de l'offre telle qu'elle sera déterminée par Chrysler Canada Inc. Seule l'offre de remise en argent est applicable dans le cas des véhicules loués à long terme à des particuliers.

## Une femme qui meurt dans l'indifférence...

LILLE, France (AFP) — « Personne ne s'est aperçu de rien », selon les policiers, pas même M. Coustenoble, l'ancien de Marguerite, ou ses enfants lorsqu'ils frappaient de temps à autre, en vain, à la porte de l'appartement.

Dans l'immeuble, peu de gens se souviennent de la locataire du 3ème. Ni le gardien de l'immeuble, en poste depuis un mois, ni l'unique voisine de palier, qui n'habite là que depuis quelques semaines: une femme divorcée de 37 ans, que personne n'avait vue depuis 18 mois, a été découverte morte dans son appartement à Lille (nord de la France), une fléchette fichée dans sa tempe gauche.

Selon les policiers, Marguerite Coustenoble-Fasciaux, divorcée depuis 1987, s'est vraisemblablement suicidée. Elle était dépres-

sive depuis que la garde de ses trois enfants de 16, 13 et 12 ans lui avait été retirée en 1989.

C'est un huissier, Me Philippe Picot, venu réclamer 42 000 FF de loyers impayés (7400 \$), qui a découvert le cadavre de la jeune femme, décomposé dans un fauteuil de la salle de séjour.

Un jeu de fléchettes — identiques à celle utilisée par la mère de famille pour se donner la mort — a été retrouvé dans la chambre de l'appartement qui avait été celle de ses enfants, ainsi qu'une lettre « incohérente » dans laquelle elle évoquait ses problèmes.



L'otage britannique Terry Waite enlevé au Liban en 1987

## La perception de l'Iran, selon l'ex-otage Cooper

### Terry Waite cachait dans sa barbe un dispositif électronique de la CIA

LONDRES (Reuter, AFP) — Les Iraniens ont justifié l'enlèvement de l'émissaire anglican Terry Waite en l'accusant d'être un agent de la CIA, porteur d'un dispositif électronique dissimulé dans sa barbe, a rapporté hier l'homme d'affaires britannique Roger Cooper, emprisonné pendant cinq ans en Iran.

Interrogé par la BBC au lendemain de son retour à Londres, Roger Cooper a expliqué avoir discuté du sort de Terry Waite et des autres otages britanniques du Liban avec des Iraniens liés, selon lui, aux extrémistes libanais.

Ses interlocuteurs lui ont affirmé que l'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, enlevé en janvier 1987 à Beyrouth, portait dans sa barbe un dispositif électronique qui devait permettre aux services

secrets américains de localiser les otages occidentaux du Liban.

« Assez rapidement après l'arrestation de Terry Waite, on m'a expliqué qu'il était un espion et qu'on avait retrouvé dans sa barbe ou sa chevelure un dispositif de guidage », a déclaré Roger Cooper.

« Cela attestait qu'il tentait de (se faire conduire) au lieu de détention des otages afin que la CIA (...) puisse intervenir pour les libérer », a ajouté l'homme d'affaires

qui, avant sa libération mardi matin, était également accusé d'espionnage.

Les proches de Terry Waite, qui étaient allés au Liban pour tenter d'obtenir la libération des otages étrangers, ont estimé hier que ces accusations d'espionnage étaient absurdes.

Douze otages occidentaux, dont trois Britanniques, sont encore prisonniers de groupuscules pro-iraniens au Liban.

Par ailleurs, le journal *République islamique*, proche des radicaux islamistes, à Téhéran, a critiqué hier « la libération discrète » par l'Iran de l'homme d'affaires britannique Roger Cooper, demandant « au pouvoir judiciaire de fournir des explications au peuple ».

SOYEZ SÛRS DE TROUVER LES MEILLEURS PRIX CHEZ PASCAL, LA MAISON DU MEUBLE ET DE L'ÉLECTROMÉNAGER.

# REPRISE ÉCONOMIQUE CHEZ PASCAL!

Deux aubaines imbattables qui vous permettront de faire des économies de tout repos.



Mobilier de chambre à coucher

## 999 \$

Achat spécial signé Lea.

Ce mobilier de chambre à coucher *Château de Champs* aux détails et au style impeccables est rehaussé de garnitures en laiton. Comprend: chiffonnier à 5 tiroirs, commode à 7 tiroirs, miroir et tête de lit.

Tables de chevet en sus. 169 \$ ch.

Les quantités sont limitées.

## 299 \$

Ens. simple

Économisez 100 \$. Hâtez-vous!

Matelas *Hotel/Motel Posturepedic* de Sealy au soutien durable et de construction solide, dignes des plus grands hôtels du monde.

Ensemble simple. Cour. 399 \$, Solde 299 \$

Ensemble double. Cour. 499 \$, Solde 399 \$

Ensemble «Queen». Cour. 579 \$, Solde 469 \$



POSTUREPEDIC



LE FINANCEMENT IDÉAL.

1. Aucun paiement avant le 3 juillet 1991.

2. Le taux préférentiel.

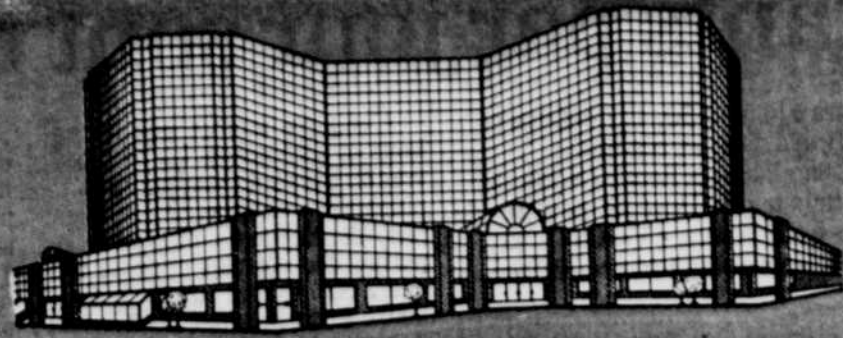
(Achat min. de 750 \$. Voir en magasin.)

# Pascal

## LA MAISON DU MEUBLE ET DE L'ÉLECTROMÉNAGER

UN CHOIX JUDICIEUX

Québec L'autre Pascal Place Laurier, 2700, boul. Laurier, Sainte-Foy. (418) 659-4816. Heures d'affaires: lundi au mercredi 9h-17h30, jeudi et vendredi 9h-21h, samedi 9h-17h.



**PLACE  
de la CITE**

# «Les couleurs de la Cité» UN CERTIFICAT-CADEAU DE 50\$

## Quelle bonne idée pour la fête des Mères!

Faites un achat de 200\$ ou plus d'ici le 12 mai 1991  
dans l'une de ces boutiques et vous obtiendrez un  
certificat-cadeau d'une valeur de 50\$ applicable sur un  
achat ultérieur... juste à temps pour la fête des Mères!



Recevez gratuitement deux cintres  
en satin lors de tout achat.

**ROSA  
BORRA**

FINE LINGERIE ET ACCESSOIRES



Pour vous aider à mieux  
vivre avec la TPS

**10%  
DE RABAIS**  
sur toutes nos collections  
printemps-été

**MannEquin**



**10%  
DE RABAIS**  
Sur toutes nos robes  
printemps-été

BOUTIQUE  
**Elie**



**10%  
de rabais sur  
la collection  
Krickets**

Chandail 14,99\$ Pantalon 27,99\$  
Collections printanières telles que Krickets,  
Deux par Deux, T'es pas un peu fou,  
Glynn-Percy, Petit Poucet...

**Frippon**  
Vêtements  
pour enfants  
0-6X



**RABAIS DE 20%**  
Ensemble coordonné  
Veste 70\$;  
chemisier 64\$;  
bermuda 65\$.

**LE SECRET  
DE CAMELIA**

### LES MIDIS-MODE AU

Les défilés les plus  
courus... à ne pas  
manquer, tous les mardis  
et jeudis midi, à compter  
du 9 avril.




**ROSA  
BORRA**

FINE LINGERIE ET ACCESSOIRES



# Trois enfants par jour sont éliminés au Brésil

BRASILIA (AFP, Reuter) — De mars à août 1990, 457 enfants et adolescents ont été assassinés au Brésil dans les régions métropolitaines de Rio de Janeiro, Sao Paulo et Recife (Nord-est du Brésil), villes qui détiennent le taux le plus élevé de meurtres de moins de 18 ans, selon des chiffres publiés dans « Vies en danger: Assassinats d'enfants et Adolescents au Brésil », diffusé hier au Brésil.

L'étude révèle que les meurtres d'enfants sont en augmentation constante et que trois enfants par jour sont dorénavant éliminés que ce soit à Rio, Sao Paulo ou Recife, la capitale du Pernambuco.

Conçu par le Mouvement National des Enfants des Rues et l'Institut brésilien d'Analyses so-

ciales et économiques, ce livre de 112 pages devait être remis hier aux trois ministres brésiliens de la Justice, de la Santé, des Relations extérieures ainsi qu'aux secrétaires à la Sécurité des 26 États du pays lors d'une cérémonie au Congrès national à Brasilia.

Le livre trace, pour la première fois, aussi bien le profil des victimes que celui des meurtriers.

L'enquête montre que les enfants et adolescents les plus pauvres du pays sont les plus visés. La plupart des victimes ne possèdent pas d'antécédents criminels, ne portent pas d'armes et ne se droguent pas. Quatre sur dix des mineurs assassinés ont un domicile fixe et un bon nombre d'entre eux habitent avec leur famille dans des bidonvilles.

Par ailleurs au moins 206 des 457 assassinats d'enfants sont décrits dans le livre comme de véritables « tueries » et 186 des mineurs ont été assassinés avec « cruauté et violence »: 135 d'entre eux ont été retrouvés le corps criblé de balles.

Selon le livre, la plupart des exécutions ont été commises par des professionnels dans des lieux publics où les corps des mineurs sont abandonnés. Pour seulement 74 des 457 meurtres, il a été possible d'identifier les auteurs: principalement des policiers ou d'ex-policiers, des vigiles de sociétés privées de gardiennage, de simples tueurs à gage et des trafiquants de drogue.

« Les meurtres d'enfants ont atteint des proportions effrayantes et traduisent un état de guerre civile », conclut le livre.

Ce document recommande la création de Conseils régionaux des droits de l'Enfant et de l'Ado-

lescent coiffés par une Centrale nationale qui enquêterait sur tous les meurtres de mineurs dans le pays. Le livre suggère aussi des mesures de « contrôle social » des polices civiles et militaires par des associations locales, des changements dans les critères d'admission et d'entraînement des policiers et des restrictions dans le port d'armes à feu.

Sur quelque 155 millions de Brésiliens, on compte 35 millions d'enfants et d'adolescents nécessaires tout près de 7 millions, selon une étude de l'UNICEF de 1986, sont totalement abandonnés.

## LE « DÉFI MIATA » FM 93

Chaque jour à 16h13, Jack cherche un objet très difficile à trouver. Il y en aura 35. Mais combien serez-vous capable d'en trouver sur 35 ? Il y a une Miata pour récompenser vos efforts... Et 93 \$ instantanés à chaque jour... Alors, vite, écoutez le 93 pour gagner!

### «Voyé Haïti Monté»

PORT-AU-PRINCE (AFP) — Neuf personnalités, proches du président Jean Bertrand Aristide, ont lancé, hier, à Port-au-Prince, une collecte nationale de fonds, en Haïti et dans les communautés haïtiennes d'Amérique et d'Europe, pour financer une campagne gouvernementale d'alphabetisation à travers le pays. Ces fonds seront recueillis par l'organisation bénévole « Voyé Haïti Monté » (VOAM, en créole « Aidons Haïti à s'élever »), ont annoncé les responsables de ce projet, qui souhaitent qu'au moins cent mille personnes puissent y contribuer en versant dix \$ par mois, d'une manière permanente, à côté de contributions plus modestes. Le nouveau gouvernement haïtien compte alphabétiser trois millions de personnes en quatre ans alors que le pays compte actuellement environ 72% d'analphabètes.

## UNE FOULE D'ACCESSOIRES ET DE VÊTEMENTS POUR BÉBÉ VOUS SONT OFFERTS À PRIX D'AUBAINE OU À RABAIS DURANT LA SEMAINE DU BÉBÉ!

<p><b>30% DE RABAIS</b></p> <p><b>COUCHES EN TISSU COT'N KIDS</b> Paquet de 12 couches, tailles nouveau-né, bébé ou bambin. Ord. 39,99. Solde 27,99 le paquet. Boutique de bébé, rayon 401</p> <p><b>2799</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>GRENOUILLÈRES EN VELOURS</b> Variété de couleurs. Pour bébé, tailles P.M.G. Ord. 9,99. Solde 7,49 ch. Vêtements pour bébé, rayon 870</p> <p><b>749</b></p>	<p><b>30% DE RABAIS</b></p> <p><b>POUSSETTE «LE CLASSIC»</b> Poignée réversible recouverte de plastique. Ord. 189\$. Solde 159\$ ch. Meubles de nursery, rayon 408</p> <p><b>159</b></p>	<p><b>18% DE RABAIS</b></p> <p><b>CHAISE HAUTE FISHER-PRICE</b> Grand plateau facile à déplacer. Tissu offert en 2 teintes, au choix. Ord. 107,99. Solde 89,99 ch. Meubles de nursery, rayon 408</p> <p><b>8999</b></p>
<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>SOUS-VÊTEMENT DE CROISSANCE</b> Tons unis ou imprimés. Pour bébé, tailles 3 à 24 mois. Ord. 4,99 à 5,49. Solde 3,74 à 4,11 ch. Boutique de bébé, rayon 401</p> <p><b>374 À 411</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>CHEMISES POUR BÉBÉ</b> Paquet de 2 chemises. Ord. 5,99. Solde 4,49 le paquet. Boutique de bébé, rayon 401</p> <p><b>449</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>TOUS NOS BAVOIRS EN STOCK!</b> Faites vite pour profiter du meilleur choix! *Sur le prix ordinaire. Vêtements pour bébé, rayons 401 et 870.</p> <p><b>224</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>GRENOUILLÈRES EN TISSU-ÉPONGE EXTENSIBLE</b> Tons variés. Pour bébé, tailles P.M.G. Ord. 2,99. Solde 2,24 ch. Vêtements pour bébé, rayon 870.</p> <p><b>224</b></p>
<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>DRAP-HOUSSE TOUT COTON</b> Bel assortiment de couleurs. Ord. 5,49. Solde 4,11 ch. Vêtements pour bébé, rayon 870</p> <p><b>411</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>LANGES</b> Ord. 2,69. Solde 2,01 ch. Vêtements pour bébé, rayon 870</p> <p><b>PAQUET DE 4 DEBARBOUILLETES</b> Modèles au choix. Ord. 1,89. Solde 1,41 le paquet. Boutique de bébé, rayon 401.</p> <p><b>141 ET 201</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>SERVIETTE AVEC CAPUCHON ET DEBARBOUILLETTE</b> Ord. 4,49. Solde 3,36 l'ens.</p> <p><b>336</b> Vêtements pour bébé, rayon 870.</p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>SAC À COUCHES</b> Ord. 21,99. Solde 16,49 ch. Boutique de bébé, rayon 401.</p> <p><b>1649</b></p>
<p><b>AUBAINE!</b></p> <p><b>ENSEMBLE AVEC PANTALON</b> Pantalon tisse et haut moulonné à manches courtes. Pour fillette et garçonnet, tailles 12 à 24 mois. 8,99 l'ens. Vêtements pour bébé, rayon 870.</p> <p><b>899</b></p>	<p><b>3% DE RABAIS</b></p> <p><b>ENSEMBLE AVEC COMBINAISON-SHORT</b> Pour garçonnet et fillette, tee-shirt et combinaison-short. Tailles 12 à 24 mois. Ord. 15,99. Solde 12,99 l'ens. Vêtements pour bébé, rayon 870.</p> <p><b>1299</b></p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>ENSEMBLES EN JEAN</b> Pour fillette, ensemble avec barboteuse ou salopette en jean, pour garçonnet, ensemble avec combinaison-short ou salopette en jean. Tailles 12 à 24 mois. Ord. 18\$ à 22\$. Solde 13,50 à 16,50 l'ens. Vêtements pour bébé, rayon 870.</p> <p><b>1350 À 1650</b></p>	

### AVIS

AVIS est par les présentes donné, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations, que la garantie croisée par l'Acte de fiducie comportant hypothèque, nantissement et gage signé par 187001 Canada Inc., Équipements industriels N.M.S. Ltee, G. & G. Freres Inc., Groupe Osit-Sitel (1987) Inc., Contrôles hydrauliques Sept-Îles Ltee, Outillages Sept-Îles Ltee, Les équipements industriels Cartier Ltee, Les industries Osit Inc., Les industries Sitel Ltee, Les industries Sitel S.L. Ltee, Services de location S.A.M. Ltee, Les industries Sitel BC Inc., Les industries Sitel TR Inc., celles-ci, à la suite de certaines fusions et réorganisations étant maintenant devenues et aujourd'hui connues sous les noms de GROUPE N.M.S.-SITEL INC., GROUPE OSIT-SITEL (1987) INC. et LES ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS CARTIER LTEE, devant Me Gilles J.W. Larocque, notaire, en date du 27 juin 1989 et enregistré aux bureaux d'enregistrement, division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 4172297, division d'enregistrement d'Abitibi sous le numéro 273114, division d'enregistrement de Chicoutimi sous le numéro 495205, division d'enregistrement de Sept-Îles sous le numéro 621397, division d'enregistrement de Beauce sous le numéro 398033, division d'enregistrement de Temiscamingue sous le numéro 108731, division d'enregistrement de Saguenay sous le numéro 154617, division d'enregistrement de Trois-Rivières sous le numéro 392311, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda sous le numéro 37214, division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean Ouest sous le numéro 249429, division d'enregistrement de Rimouski sous le numéro 284677, est devenue exécutoire.

MONTRÉAL, le 1er avril 1991  
MERCURE BELIVEAU & ASSOCIÉS,  
Mandataires du fiduciaire

### Hydro-Québec

#### APPEL D'OFFRES pour 14 h heure de Montréal

CTC 1300A  
le mardi 30 avril 1991

CONSTRUCTION DE CHEMINS D'ACCÈS QUATRE (4) SAISONS AU CAMPAMENT GIPOULOUX ET AU NORD DU LAC LICHTENGER

Territoire de la Baie James

Admissibilité :  
Principale place d'affaires au Québec

Garantie de soumission : 200 000 \$

Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)

Le document d'appel d'offres peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h à l'endroit suivant :

HYDRO-QUÉBEC  
GROUPE ÉQUIPEMENT  
Direction Approvisionnement et Services  
Service Achats et Contrats  
855, rue Sainte-Catherine Est  
3e étage  
Montréal (Québec)  
H2L 4P5

Pour renseignements :  
(514) 289-5903

Le montant de 25 \$ est NON REMBOURSABLE et doit être payé sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec.

La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé, de lettre de crédit irrévocable, de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance ou d'obligations au porteur.

Seules les personnes physiques ou morales qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau mentionné plus haut sont admises à soumissionner.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son numéro de téléphone, de télex et/ou de télécopieur lors de sa demande de document d'appel d'offres.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission.

Le chef de service  
Achats et Contrats  
Antonio Pinho, ing.

**EN VIGUEUR JUSQU'AU 13 AVRIL!**

Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

# la Baie

# Les astronautes américains marcheront à nouveau dans l'espace

(d'après AFP) — Pour la première fois depuis cinq ans, des astronautes américains vont marcher dans l'espace, dans le cadre d'une nouvelle mission de la navette Atlantis qui doit être lancée de Cap Canaveral demain à 09h18, heure de Floride.

La mission d'Atlantis sera brève — cinq jours seulement — mais constituera une étape importante dans le programme spatial américain.

Outre une marche de six heures dans l'espace, que deux astronautes devraient effectuer lundi, l'équipage d'Atlantis devra en effet larguer dimanche un satellite d'observation des rayons gamma de 16 tonnes, le plus lourd satellite à usage civil jamais déployé par la NASA, qui procédera à la première étude systématique des rayons gamma jamais réalisée.

Le lancement d'Atlantis, avec cinq astronautes à son bord, est le premier lancement d'une navette depuis le début de l'année, une mission militaire de Discovery, prévue pour mars, ayant été reportée à la fin avril à la suite de la découverte de fissures.

Des fissures de l'épaisseur d'un cheveu, découvertes sur Atlantis, ont compromis un moment son lancement mais les spécialistes ont finalement estimé qu'elles ne posaient aucun danger.

En cas d'incident de dernière minute, le lancement d'Atlantis — le 39e d'une navette — pourra être reporté jusqu'à 13h56 au plus tard.

Au cours de leur sortie dans l'espace, les astronautes testeront des équipements devant servir à la construction et à l'entretien de la station spatiale Freedom, d'un coût de 30 milliards\$, dont les travaux pourraient commencer en 1995, en cas d'accord du Congrès.

### Expérience pénible

Les deux hommes qui s'apprêtent à marcher dans l'espace, Jay Apt et Jerry Ross, s'attendent à une expérience plutôt pénible mais valant largement l'effort accompli. « Ne plus ressentir de contraintes ni de limites, la liberté que vous avez quand vous êtes dehors, dans l'espace, c'est vraiment sensationnel », a déclaré Jerry Ross, qui avait participé à la précédente marche dans l'espace, en décembre 1985. « Il faut se forcer à se concentrer sur le travail à faire », a-t-il ajouté.

Le largage du satellite d'observation des rayons gamma (Gamma Ray Observatory, GRO), d'un coût de 600 millions\$, qui sera placé en orbite à environ 446 km au-dessus de la Terre, est également attendu avec impatience par les scientifiques de la NASA.

GRO est le deuxième « grand observatoire » des champs électromagnétiques de l'espace construit par la NASA, après le célèbre spatial Hubble.

Ce satellite, 10 à 20 fois plus sensible que n'importe quel autre satellite d'observation des rayons gamma, « est le seul de ce genre », souligne un responsable de la mission, Steven Nagel. « Je suis enthousiasmé (par la marche dans l'espace) aussi. Mais GRO est unique et il n'y aura probablement pas d'autre satellite semblable avant longtemps », a-t-il ajouté.

Au cours de sa mission, qui durera au moins deux ans, GRO va

scruter l'espace, en quête de rayons gamma, ces radiations analogues aux rayons X mais beaucoup plus pénétrantes. Il va aussi étudier les quasars, des astres d'apparence stellaire généralement considérés comme les objets les plus lointains observés dans l'Univers, et se pencher sur les mystérieux « trous noirs » — ces régions de l'espace dans lesquelles le champ gravitationnel est si intense qu'aucun rayonnement ne peut en sortir.

### Une fusée nucléaire

Par ailleurs, le département américain de la Défense a commencé l'étude d'une fusée à pro-

pulsion nucléaire capable d'embarquer dans l'espace à bref délai des charges importantes ou des satellites, a rapporté hier le Washington Post.

Des responsables de l'adminis-

tration et des experts indépendants ont déclaré mardi au journal que la future fusée serait propulsée sur orbite ou dans l'espace à l'aide d'un réacteur nucléaire à l'étude par des chercheurs, dans le

cadre de l'Initiative de défense stratégique (IDS), programme destiné à l'élaboration d'un système de défense spatial contre une attaque de missiles soviétiques, a ajouté le Post.

**SUPER VENTE**  
NOS PRIX SONT LES PLUS BAS!

**LES MEILLEURS MATELAS**

**CIROUAK** 8 pièces (lit en sus)  
Valeur de 1135 \$ **999<sup>99</sup>**  
SUPER SPECIAL

Rabais de **25%** sur DOUILLETES en stock

Prix Rive-Nord (non complet) **489<sup>96</sup>**

Incluant: lit complet, tête de lit, piqué, conditionneur, drap mousseline, doublure de sécurité, livraison et installation locales.

**CAROLINA Fibre IV ou 12 cylindres**

Une autre raison de venir nous voir  
**CONDITIONNEUR** 220 ml **5<sup>99</sup>**  
(Valeur de 9,96 \$) 2 DANS 1 pour

**PRIX JAMAIS VUS SUR LES MODÈLES MÉLAMINE**

• AUCUN INTÉRÊT  
• 1er versement le 1er juillet 1991 (sous réserve de l'approbation du service de crédit)

**289, de l'Église SAINT-ROMUALD**  
839-5411

LITS D'EAU Rive-Sud

**SUPER VENTE DU PRINTEMPS**  
DU 28 MARS AU 13 AVRIL

**POUBELLE AUTOFERMANTE**  
qui s'installe à l'intérieur des armoires

Prix courant: 30,99 pour seulement **19<sup>99</sup>**  
tel qu'annoncé à la télé

**PORTE-SERVIETTES**  
coulissant

Prix courant: 19,99 pour seulement **11<sup>99</sup>**  
tel qu'annoncé à la télé

- Près de 5000 articles en magasin
- Près de 1000 modèles de poignées d'armoire ou de meuble en magasin
- Système de rangement sur mesure pour vos garde-robes (prêt en quelques minutes)
- Système de rangement pour votre cuisine

**DISTRIBUTIONS 2020**  
4500, boul. Hamel, Québec  
872-4801

**OUVERT AU PUBLIC**

**HEURES D'OUVERTURE:**  
les lundi, mardi, mercredi, de 8h30 à 17h30;  
les jeudi et vendredi, de 8h30 à 21h;  
le samedi, de 9h à 17h

**13 MOIS**  
SANS INTÉRÊT AUCUN COMPTANT

**LE CINÉMA MAISON YAMAHA**

**AMPLIFICATEUR D'AMBIANCE DOLBY PRO LOGIC**  
Amplificateur 5 canaux  
2 modes Ambiance numérique  
Dolby Pro / Ambiance naturelle  
Générateur de tonalité d'essai

**5769\$ PAR MOIS** OU **749<sup>99</sup>\$**

**RÉCEPTEUR AUDIO / VIDÉO AVEC PROCESSEUR DE CHAMP NUMÉRIQUE**  
4 programmes pré-réglables avec Dolby Pro Logic  
Amplificateur 5 canaux avec syntonisation à 40 canaux  
Télécommande universelle

**999<sup>99</sup>\$** OU **7692\$ PAR MOIS**

**PROCESSEUR DE CHAMP SONORE NUMÉRIQUE**  
Amplificateur à 7 canaux plus sortie de Sub  
12 programmes pré-réglables avec Dolby Pro Logic  
Paramètres programmables par l'utilisateur

**8846\$ PAR MOIS** OU **1149<sup>99</sup>\$**

**55 MAGASINS AU QUÉBEC**

**STÉRÉO plus**  
AUDIO+VIDEO

MC Conditions:  
Sujet à l'approbation de crédit.  
achat minimal de 200 \$  
Sur tous les articles étiquetés en magasin.  
Les photos peuvent différer du modèle en vente.

QUÉBEC 11, boul. Saint-Cyrille Ouest 524-2000	BEAUPORT 674, avenue Royale 663-2566	CHARLESBOURG 5320, 1re Avenue 622-0688	LÉVIS Place Kennedy 837-2424	SAINTE-FOY 945, de l'Église 653-8953
---	--	--	------------------------------------	--

## PROFESSIONNELS À L'OEUVRE

### À NE PAS MANQUER

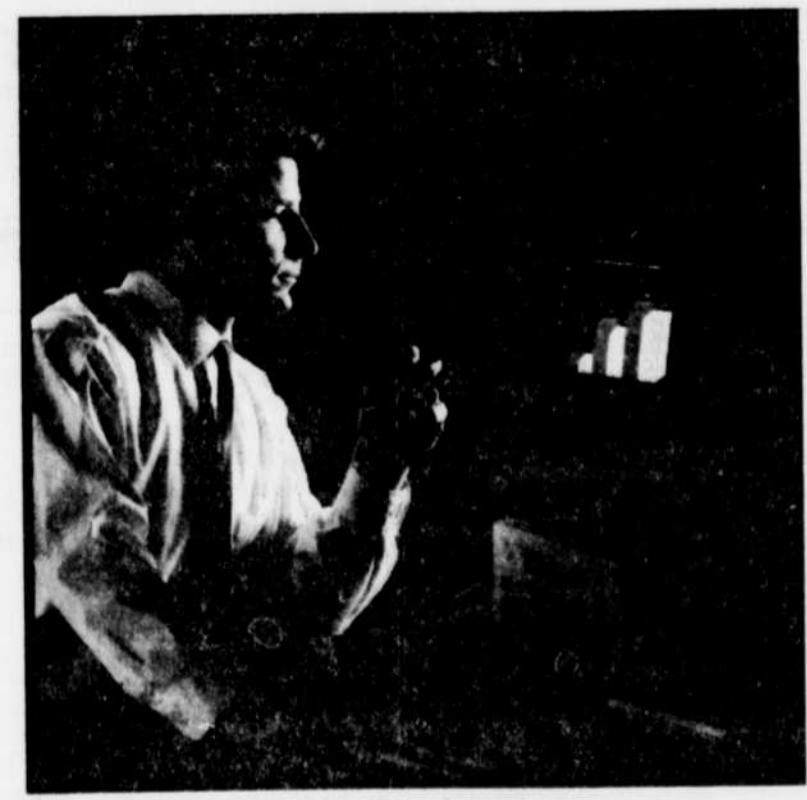
**PLUS DE 100 EXPOSANTS!**  
Le Salon Informatique/Affaires de Québec est le plus grand et le plus important événement informatique dans la capitale québécoise. Le Salon présentera cette année plus de 100 exposants d'équipements, de logiciels et de services informatiques et de bureautique.

**CARREFOUR PRODUCTIQUE**  
Le Carrefour Productique est une aire de démonstration à l'intention des industriels et des professionnels de l'informatique. Il constitue une vitrine technologique des réalisations du service-conseil de la région de Québec.

**QUIZ PME Fortune 1000:**  
Une présentation d'Informatique Jean Gagné, jeu questionnaire informatique qui met à l'épreuve vos connaissances administratives. 10 000\$ de valeur en prix.

**LE THÉÂTRE COMPUTER ASSOCIATES:**  
Les éléments essentiels de l'informatisation de votre système comptable. Une série de séminaires et démonstrations présentée, à chaque jour du Salon, par Computer Associates et les Installateurs professionnels ACCPAC Plus.

**LIGNE DE RENSEIGNEMENTS INFO SALON:**  
La nouvelle ligne de renseignements informatisée permet à nos visiteurs d'obtenir des réponses à toutes leurs questions reliées au Salon.  
(418) 682-8764



**salon Informatique/Affaires de Québec**  
AU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

LE 3 AVRIL DE 11H00 À 20H00  
LE 4 AVRIL DE 11H00 À 20H00  
LE 5 AVRIL DE 11H00 À 18H00

INSCRIPTION: 7,00\$

(418) 525-6729

Seuls les professionnels et les gens d'affaires, âgés de 18 ans et plus, seront admis au Salon.

## ÉDITORIAL

En ville  
à pied ou  
en auto

Le Vieux-Québec ressemble à ce patient sur qui on se penche pour trouver le meilleur remède capable de le remettre en bon état.

Les positions exprimées ces derniers jours montrent que l'on ne s'entend guère sur le remède à administrer au Vieux-Québec. Certaines personnes recommandent d'en faire un quartier réservé surtout aux piétons; d'autres veulent continuer à ouvrir ses rues toutes grandes à la circulation automobile. Un commerçant s'est même laissé aller à menacer de fermer son magasin, si la rue Saint-Jean est interdite aux automobilistes.

Toute solution que l'on voudra apporter aux problèmes du Vieux-Québec devra tenir compte de deux réalités. D'abord, ce quartier qui date d'une autre époque n'est pas fait pour le style de vie que nous menons.

Les rues sont étroites, l'espace pour le stationnement réduit. La circulation automobile y sera toujours difficile. On ne pourra jamais apporter de solutions pleinement satisfaisantes.

D'autre part, le quartier est imprégné d'histoire. Il constitue une richesse et doit être protégé. On ne doit pas s'attendre à pouvoir y faire ce qu'on ferait dans une banlieue sans passé.

Le Vieux-Québec, tel qu'il est aujourd'hui, englobe différentes fonctions: on y demeure, on y travaille, on y vient pour se procurer des biens de consommation, on s'y promène en flâneur ou en touriste.

Voilà des fonctions normales d'une ville qui doivent être harmonisées. Bien sûr, on comprend les citoyens du Vieux-Québec de vouloir faire de leurs rues des voies piétonnières, c'est-à-dire des rues d'abord conçues pour les piétons, mais quand même accessibles aux véhicules de service.

On comprend aussi les commerçants locaux de se demander si les clients vont accepter, dans un tel contexte, de se rendre à pied à leurs magasins. Les doutes sont permis, d'autant plus que les expériences tentées ailleurs ne semblent pas toutes positives.

C'est aux élus de la ville de trouver le point de convergence de tous ces intérêts divergents. Tâche difficile, mais qui leur revient après avoir consulté tous les intéressés.

Il faut reconnaître que toute réduction de la circulation automobile dans le Vieux-Québec se heurtera à la résistance des automobilistes. L'auto est devenue, dans la mentalité d'aujourd'hui, un objet dont on ne peut se passer. Combien de personnes continueront d'aller y magasiner à pied?

On sait les difficultés que rencontre le transport en commun dans la région de Québec. Le nombre de passagers diminue. Même par mauvais temps, alors qu'il serait si simple de laisser la voiture à la maison, on vient travailler en auto. Il y a là une éducation à faire.

Même si l'idée de rues piétonnières est séduisante, il serait risqué de les multiplier dans le Vieux-Québec. Non pas qu'il ne doive pas y en avoir, mais l'expérience doit d'abord être tentée sur une petite échelle.

Si elle donne de bons résultats, on pourra la poursuivre de façon plus large.

JEAN MARTEL

## Bloc-notes

## Exit Vander Zalm

Bill Vander Zalm a finalement coulé à pic. Démoralisé et politiquement détruit. Son incapacité viscérale à distinguer le bien public de ses affaires personnelles lui a fait commettre des bêtises monumentales.

Premier ministre de Colombie-britannique depuis 1986, M. Vander Zalm quitte sans gloire. Le Commissaire provincial responsable des conflits d'intérêts, M. Ted Hughes, a déposé plus tôt cette semaine un rapport dévastateur sur la conduite du chef du gouvernement.

Ce dernier avait déjà annoncé sa démission, mais décidé en même temps d'assurer la direction de sa province en attendant le choix de son successeur. Pourtant, une brochette de ministres, et pas des moindres, avaient déjà remis leur démission face au refus de leur chef de se rendre à la réalité: sa conduite le rendait inapte à diriger plus longtemps les destinées du gouvernement.

M. Vander Zalm avait une étrange conception de l'honnêteté politique. Le conflit d'intérêts surgissait à ses yeux seulement le jour où le public apprenait ce qui se passait. Or, le public en savait déjà assez par l'entremise des médias d'information pour juger du sort à réserver à son premier ministre.

Sa cote d'amour à la baisse annonçait une défaite électorale pour son parti, cette année. Les Colombiens ne le blâmaient pas pour ses déclarations hors du commun.

Après tout, la province s'était déjà offerte les Bennett père et fils au poste de premier ministre sans s'émouvoir outre mesure. La mentalité ouverte du Far West semble encore jouer le long du Pacifique. Un démagogue populiste de plus ou de moins y offusque peu de monde.

Les Québécois se rappelleront surtout la froideur de M. Vander Zalm envers la francophonie canadienne. Il rêvait du jour où les boîtes de Corn Flakes redeviendraient unilingues anglaises, et répliquait à la volonté québécoise de reconnaissance comme société distincte par une vision du Canada composé de 12 sociétés distinctes égales entre elles. Une belle manière de noyer le poisson, évidemment.

Bill Vander Zalm restera dans l'histoire canadienne comme une leçon mémorable. Si les électeurs détournent leur attention de la chose politique, n'importe quel luron bien fortuné et affamé de pouvoir peut prendre les commandes de l'État. Et le réveil sera amer.

RAYMOND GIROUX

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef  
et directeur de l'édition:

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS



Point de vue

## Dans le but d'élaborer un nouveau Canada

par Gaston SYLVAIN et Nancy PIUZE

Les membres du Parti progressiste-conservateur du Canada se réuniront au mois d'août à Toronto pour discuter de politiques nationales. La réforme constitutionnelle sera inévitablement à l'ordre du jour. Les militants de l'Aile québécoise du PC demanderont à leurs collègues du reste du Canada de faire un pas positif à l'égard du Québec.

De même, les militants du Parti progressiste-conservateur du Québec devront reconnaître la légitimité des demandes de réforme constitutionnelle que souhaitent les Canadiens hors Québec.

Dans cette perspective, nous avons jugé important d'alimenter la réflexion constitutionnelle en proposant un document de travail qui sera soumis aux membres du Conseil provincial de l'Aile québécoise de l'association PC du Canada qui se réunira samedi.

Ce document sera présenté par le député de Beauport-Montmorency-Orléans, M. Charles DeBlois.

Dès le départ, nous reconnaissons que le Canada d'aujourd'hui ne ressemblera pas au Canada de demain. La dernière chance accordée au Canada devra être mise à profit à l'intérieur d'un agenda très restrictif.

Ainsi donc, la formule d'amendement de la constitution devra être modifiée et l'utopie idéal de l'unanimité mis au rancart. Nous proposons à ce sujet que la règle actuelle soit remplacée par une règle de la majorité simple (50% + 1) et/ou l'accord de 7 provinces sur 10 avec droit de veto au Québec si la modification constitutionnelle modifie le contrat politique entre le Québec et

le Canada.

Un droit de veto pour les provinces anglophones devrait être également reconnu si l'amendement constitutionnel touche une juridiction exclusive desdites provinces.

Le déroulement de la négociation à venir devra satisfaire le Québec quant à la volonté exprimée de ne pas retourner à une conférence fédérale-provinciale regroupant les 11 chefs politiques de ce pays.

Le premier ministre du Canada qui devrait légitimement être le pivot de cette négociation pourra créer une nouvelle dynamique en adoptant une stratégie de discussions bilatérales « multiples » avec ses homologues provinciaux.

Cette dynamique permettra de mettre à jour les demandes provinciales et ainsi fixer un ordre du jour constitutionnel pouvant satisfaire tous les partenaires canadiens.

Puisque le temps nous presse, l'échéancier constitutionnel devra être très précis. Dès que le premier ministre Mulroney aura en main les demandes provinciales, il devra faire vite pour convoquer les ministres provinciaux responsables des Affaires canadiennes pour leur présenter les offres fédérales.

Les provinces auraient 30 jours pour accepter les offres et 60 jours pour proposer des amendements.

Dans la perspective d'un rejet par le Québec de l'offre fédérale, le gouvernement Bourassa pourrait procéder à une consultation populaire sur les offres fédérales ou la souveraineté du Québec.

Si le Canada anglais refusait lui aussi l'offre fédérale, le premier ministre Mulroney pourrait consulter le peuple canadien à l'exception du

Québec.

En terme d'agenda, l'automne 1991 devrait être le moment propice pour faire connaître aux premiers ministres provinciaux l'offre fédérale. Au printemps suivant (juin 1992), les provinces devraient avoir pris position. Ainsi, le 1er juillet 1991, le chef de l'État canadien pourrait sanctionner le nouvel ordre constitutionnel.

Dans tout ce processus identifié sous le nom « d'Entente Canada », les provinces anglophones, le Québec et les autochtones devraient obtenir l'essentiel de leurs revendications.

En résumé, la ronde constitutionnelle pourrait ressembler à ce qui suit.

1 -- Reconnaissance de la souveraineté du Québec sur les secteurs de l'assurance-chômage, la sécurité du revenu, la main-d'œuvre, les affaires sociales, la culture, les communications, la langue, l'éducation, les loisirs, les sports, l'énergie, les ressources naturelles, la sécurité du territoire (police) et le tourisme.

2 -- Maintien pour le gouvernement fédéral de sa juridiction sur la défense, les douanes, la citoyenneté, la monnaie, la péréquation, la dette, les relations internationales, les postes, les transports aériens et le renseignement de sécurité.

Les autres pouvoirs seraient partagés entre le Québec et le Canada et ce, dans une perspective de concertation. Les provinces anglaises pourraient enfin obtenir la mise en place d'un Sénat élu, égalitaire et efficace (triple E).

La gestion des richesses naturelles relèverait aussi des provinces.

Quant à la Charte canadienne

des droits et libertés, elle demeurerait intacte jusqu'à une révision ultérieure.

Les autochtones ne seraient pas négligés. Ils obtiendraient la reconnaissance exclusive de la gestion de leurs territoires et l'engagement formel que l'audition de leurs revendications territoriales serait entendue à l'intérieur d'un délai de 5 ans. Ces dispositions devraient être inscrites dans le texte constitutionnel.

Finalement, la constitution canadienne devrait faire l'objet de révision à tous les dix ans afin de ne pas replonger le Canada dans les tourments constitutionnels que l'on connaît présentement.

Cette révision périodique permettrait ainsi une mise à jour de l'agenda constitutionnel et faciliterait le consensus national.

Les négociations à venir ne seront pas faciles. A titre de membre de l'association PC de Beauport-Montmorency-Orléans et avec l'appui du député Charles DeBlois, nous soumettons ces quelques propositions.

Nous espérons que les politiciens de ce pays feront fi de la partisanerie et proposeront au Québécois et Canadiens un projet réalisable. Le temps n'est pas neutre et ne joue pas en notre faveur. Un échec de renouvellement du système politique canadien signifierait l'éclatement du Canada et une longue période d'incertitude.

M. Sylvain possède une maîtrise en Science politique et milite dans le Parti conservateur. Mme Piuze est directrice de l'exécutif du PC de Beauport-Montmorency-Orléans.

## Votre Opinion

## En disponibilité

(Lettre au premier ministre Brian Mulroney)

La présente fait suite à certaines informations à l'effet que M. Crow se permet 9% d'augmentation salariale et 24% d'augmentation pour ses dépenses de mutations et de voyage.

Que M. Spicer se permet de travailler 31 jours par mois à 600 \$ par jour.

Que M. Jean Chrétien et vous-même vous permettez des décorations au coût de 250 000 \$ à vos résidences mises à votre disposition sans frais.

Que certains de nos honorables sénateurs se permettent de faire une présence par année au Sénat.

M. le premier ministre, étant au chômage, j'ai probablement trop de temps pour réfléchir.

Je cherche activement à reprendre pied dans le travail.

Étant bon communicateur, je vous offre de remplacer M. Spicer à 300 \$ par jour et vous promet de ne travailler que cinq jours semaine.

Je me vois tout à fait qualifié pour interviewer des enfants de six à 12 ans.

Je pourrais aussi être nommé au Sénat et vous assure que je serai présent à chaque fois que ce sera nécessaire. (...)

Homme de défi, déterminé, autonome, un gagnant progressiste, spécialiste de la mise en marché de produits alimentaires, j'inclus mon curriculum vitae et s'il y avait tout autre travail que vous pourriez me proposer, je vous en serais très reconnaissant.

Raymond Bélanger  
Charlesbourg

## La traduction

(En réponse à l'article de Michel Vastel paru dans LE SOLEIL du 16 mars 1991)

La Société des traducteurs du Québec (STQ) aimerait intervenir dans le but de renseigner les « consommateurs » de traduction et de mieux informer le public des pratiques habituelles dans la profession.

Cet article expliquait qu'un contrat de 100 millions \$ avait été accordé à une filiale du grou-

pe Irving par le ministère des Approvisionnement et Services, sans appel d'offres, pour la traduction et l'impression des 500 000 pages de manuels techniques de 12 frégates de la Défense nationale.

Or, la STQ a tout d'abord été surprise que le prix cité pour la traduction, soit 300 \$ à 500 \$ la page, ait été qualifié de « pas inhabituel » par le ministère des Approvisionnement et Services, même s'il s'agit de traduction technique.

En effet, selon les sondages que la société effectue auprès de ses membres, les tarifs habituels se situent davantage dans une fourchette de 45 \$ à 150 \$ la page, selon les spécifications du client.

En ce qui a trait à la confidentialité des textes invoquée par le ministère de la Défense, la STQ aimerait rappeler que, comme toutes les associations professionnelles de traducteurs structurées, elle a un code de déontologie, qui stipule notamment que ses membres sont tenus au secret professionnel.

Il est d'ailleurs fréquent que

des traducteurs soient appelés à signer des ententes de non-divulgateion dans l'exercice de leurs fonctions. (...)

Betty Cohen, présidente  
STQ, Montréal

## Ils veulent plus

« Les libéraux tiennent à garder la porte ouverte à d'éventuelles offres du Canada anglais ».

Ces offres, j'ose croire qu'elles viendront du Canada et non du Québec. Devant cette affirmation mon scepticisme est aux aguets. Les seules offres raisonnables et minimales furent refusées l'été dernier. Après avoir laissé seulement le carreau de la porte ouvert, il est inconcevable de vouloir ratifier un accord en étant considérés comme des colporteurs.

Dure chute n'est-ce pas? Le passage de peuple fondateur à celui de colporteur! Si ce n'était que ça, certains accepteraient. Mais je crois que les Anglais veulent plus encore. (...)

Kristian Drolet  
Québec

# LES IDÉES DU JOUR

## Les salariés de l'État font une mauvaise cible !

par **Gérald LAROSE**, **Lorraine PAGÉ**, **Louis LABERGE**, **Diane LAVALLÉE**, **Daniel GIROUX** et **Jean-Louis HARGUINDEGUY**

**M. Gérald Larose est président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN); Mme Lorraine Pagé est présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ); M. Louis Laberge est président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ); Mme Diane Lavallée est présidente de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ); M. Daniel Giroux est président du Syndicat de professionnels (les) du gouvernement du Québec (SPGQ) et M. Jean-Louis Harguindeguy est président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ).**

**L**e 19 mars dernier, le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, rencontrait les organisations syndicales pour leur offrir deux possibilités : un gel des salaires pendant les 12 mois de 1992, ou bien un gel durant les six premiers mois de 1992, suivi d'une augmentation de 3 % jusqu'en juillet 1993.

Le président du Conseil du trésor s'est bien gardé de le dire, mais il n'a échappé à personne que Daniel Johnson avait, tout compte fait, les idées plutôt claires et arrêtées sur le sujet, et que d'une consultation, il n'en voulait pas. Il plaçait les organisations syndicales devant un état de fait. Que faire lorsqu'on vous demande lequel de vos deux bras vous voulez vous faire couper ? Le droit ou le gauche ?

Évidemment, ce n'est pas la première fois que les salariés de

cette situation comme étant une résultante de la fatalité. Comme ce serait faire preuve de peu de sens critique et de perspective que d'adhérer à une thèse voulant que l'État n'a qu'à suivre la voie du désengagement et du maintien de fortes compressions budgétaires dans les services publics pour redresser les finances publiques.

La réalité, croyons-nous, est tout autre. Elle se fonde sur des choix. Il n'y a pas péril en la demeure, comme on tente de nous le faire croire. Il suffit de s'attarder un tant soit peu aux orientations prises par le gouvernement, aux choix politiques effectués depuis la dernière décennie, pour se rendre compte que des modifications profondes ont bouleversé passablement les possibilités de l'État de pouvoir compter sur des revenus plus avantageux pour la collectivité.

En arrivant au pouvoir, le gouvernement du Parti libéral a fait de la gestion restrictive des finances publiques son premier leitmotiv. Il faut restreindre les finances publiques et la place de l'État dans l'économie afin de créer les conditions favorables à la croissance économique et à la création d'emplois, disait-il.

Gérald D. Levesque insistait : « Il est temps de mettre fin au cercle infernal « taxation-chômage-taxation ».

Ce discours n'est pas neuf. Depuis le début des années 1980, il s'est traduit par de fortes compressions budgétaires, une réforme de la fiscalité avantageuse pour les entreprises et les personnes dont le revenu est supérieur à 75 000 \$ et différentes formes de taxation directe ou indirecte.

Que pouvons-nous constater, depuis les volontés émises par le gouvernement au nom du sacrosaint redressement des finances publiques ?

D'abord, la réduction accélérée du déficit budgétaire du gouvernement s'est faite au détri-

ment des services publics. En 1985-1986, les dépenses du secteur public représentaient 30,8 % du PIB (produit intérieur brut). En 1989-1990, les dépenses du secteur public ne représentent plus que 26,9 % du PIB.

Les privatisations expliquent en partie ce recul. Mais il faut surtout y voir que parmi les grandes catégories des dépenses de l'État, toutes ont connu depuis 1986 une stagnation ou une croissance négative en termes réels, mis à part les dépenses d'intérêts et les dépenses pour la santé et les services sociaux, qui d'ailleurs n'ont pas suffi à répondre aux besoins de la population québécoise.

En second lieu, il nous faut



Daniel Giroux

constater que les orientations prises par le gouvernement se sont faites au détriment du fardeau fiscal de la classe moyenne et des plus défavorisés. La réforme fiscale québécoise a installé un pli dangereux d'iniquité sociale, à un moment où plusieurs groupes ont sonné l'alarme de la paupérisation du Québec.

Le taux maximum d'imposition, qui avait déjà été réduit de 33 % à 28 % en 1986, a été abaissé à 24 % en 1988. Tant et si bien qu'une personne célibataire dont le revenu de travail se situe à 15 000 \$ en 1990 n'a été favorisée que de 310 \$ depuis 1985, tandis qu'une personne dont le revenu s'établit à 75 000 \$ a pour sa part bénéficié de 3217 \$ en économie d'impôt.

Aucun autre groupe n'a eu autant de privilèges, y compris les familles à bas revenu.

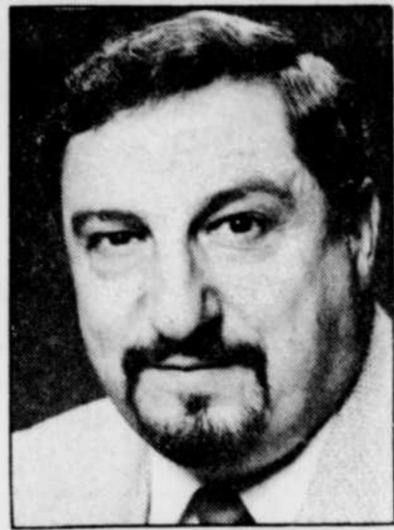
D'ailleurs, si ces familles ont eu des mesures de soutien à leur revenu, soulignons que les mesures d'exemptions fiscales ont aussi été bonifiées pour les hauts revenus.

À cela, nous devons ajouter toutes les autres formes de taxa-

tion directe et indirecte : l'harmonisation de la taxe de vente québécoise avec la taxe sur les produits et les services du gouvernement fédéral ; l'augmentation de la taxe foncière scolaire ; la réforme du ministre Ryan concernant la fiscalité municipale. Sans oublier toutes les autres tarifications qui sont aussi une autre façon de taxer sans en avoir l'air.

Par exemple : l'augmentation des frais de scolarité dans les universités ; l'augmentation des coûts sur les droits d'immatriculation et des permis de conduire ; les augmentations de tarifs consenties à Hydro-Québec.

Toutes des tarifications dont



Jean-Louis Harguindeguy

écopent les citoyens, ne l'oublions pas, parce que le gouvernement a pendant trop longtemps sous-financé les universités, la restauration du réseau routier, ou encore modernisé les équipements d'Hydro-Québec.

Comment peut-on croire maintenant que le gel des salaires dans le secteur public règlera les problèmes budgétaires du président du Conseil du trésor lorsque les coupures de 20 % effectuées en 1982 n'ont jamais généré les emplois, et les investissements promis à l'époque, pour relancer l'économie ?

Comment expliquer qu'en dépit d'une décennie de gestion serrée des finances publiques, avec sept années de croissance économique, le Québec éprouve toujours d'énormes difficultés à abaisser son taux de chômage et à se remettre sur pieds ?

Il y a plusieurs motifs pour s'interroger sur les choix du gouvernement.

Nous avons connu dans les années 1980 une croissance exceptionnelle qui a duré sept ans. Des profits records ont été enregistrés par les entreprises. A-t-on cana-



Diane Lavallée

lisé ces profits vers la création d'emplois ? Avons-nous profité de cette période afin de mieux redistribuer cette richesse ? De toute évidence, cela n'a pas été fait(...)

Il y a eu redressement des finances publiques, certes. Mais à quel prix ? Avons-nous solutionné les problèmes sociaux et économiques ? Toutes les mesures prises par le gouvernement ont-elles davantage permis de mettre en place les conditions favorables à la création d'emplois ?

Jusqu'à preuve du contraire, il n'y a aucune raison pour que le gouvernement québécois emprunte des chemins illusoire, comme le gel des salaires dans le secteur public, pour régler ses difficultés budgétaires. Ce type de méthode a largement démontré qu'elle comportait ses propres limites et qu'elle n'était pas le remède approprié.

Nous croyons que d'autres voies, plus durables et profitables à l'ensemble de la collectivité existent(...)

Aussi longtemps que le gouvernement québécois ne liera pas ses choix politiques à une politique de développement économique à long terme, il sera constamment confiné à une gestion à courte vue qui donne peu de résultats et qui, de surcroît, représente un coût social énorme pour l'avenir.

Le secteur public québécois, ce n'est pas l'Eldorado. Le secteur public, c'est 400 000 travailleuses et travailleurs qui, répartis dans la fonction publique, l'éducation, la santé et les services sociaux, composent 14 % de tous les emplois du Québec.

C'est un monde aux visages de femmes, aux salaires ordinaires, aux statuts précaires. Leur sécurité d'emploi est aujourd'hui une réalité fragile, pour ne pas dire un mythe.



Lorraine Pagé

Il y a, dans la proposition Johnson de geler les salaires de ces salariés, un caractère indécent et blessant. Indécent, parce que cela ne représente en rien une solution durable aux problèmes budgétaires qu'éprouve le gouvernement. Indécent, parce que cela marque une fois de plus le mépris du Conseil du trésor à l'égard du processus de négociation dans le secteur public.

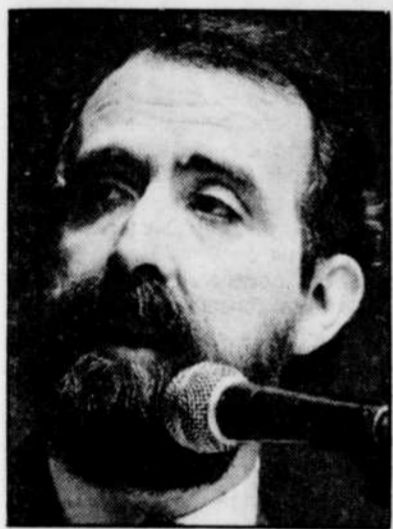
Blessant, parce que cette façon d'agir finit par être extrêmement dévalorisante. Elle laisse la désagréable impression que les salariés de l'État ne sont qu'une dépense inutile, un fardeau, ou encore une sorte de ponction financière dans l'économie du Québec.

En s'en prenant aux employés du secteur public, le gouvernement se trompe de cible(...)

Nous ne pouvons conclure cette réflexion sans réitérer encore une fois notre dénonciation de l'attitude du gouvernement québécois, qui refuse de plus en plus de reconnaître le droit à la libre négociation, non seulement dans le secteur public et parapublic mais aussi dans le secteur privé, comme on l'a vu récemment dans l'industrie de la construction.

Les travailleuses et les travailleurs du Québec sont assez réalistes pour pouvoir comprendre que l'économie est actuellement dans une phase très difficile. Nous avons confiance que toutes et tous sont prêts à faire les efforts nécessaires, comme elles et ils l'ont déjà démontré, pour que collectivement on se sorte du pétrin.

Si nous avions eu la chance de négocier, nous sommes convaincus que les salariés du secteur public et parapublic auraient accepté de faire leur part, mais non celle des autres, pour aider à redresser la situation.



Gérald Larose

l'État sont confrontés au langage comptable des gouvernements. Il est souvent moins compromettant pour eux de chiffrer les salariés du secteur public en une masse salariale que d'expliquer véritablement les orientations qu'ils donnent à leur gestion des finances publiques.

Des difficultés conjoncturelles et structurelles motivent le président du Conseil du trésor à vouloir geler les salaires dans le secteur public. Son discours est à l'effet qu'il y a une crise budgétaire, qu'on ne peut plus regarder la croissance des dépenses publiques comme on le faisait auparavant, que l'époque de l'État-providence est bien révolue. Soit.

Cependant, il serait naïf de lire

# 56 au gallon. J'embarque.



**7 895 \$\*** Suzuki Swift Hatchback 56 mi/gal.†  
Garantie complète, sans franchise, 3 ans, 80,000 km\*

**SUZUKI**  
*Au max!*

\*Temps, préparation, TFS et auto-croquet en. Certains équipements d'option peuvent être offerts séparément. Le concessionnaire peut vendre à son plaisir. †Temps Canada contre la concurrence de la Swift Hatchback, transmission manuelle, six vitesses, 1520 cm<sup>3</sup>, 107 km/h. Détails de la garantie chez les concessionnaires.

**NorGroupe**  
NorGroupe, assurances générales inc.

**AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET SPÉCIALE DES ACTIONNAIRES**

AVIS est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle et spéciale des actionnaires de NORGROUPE ASSURANCES GÉNÉRALES INC. se tiendra le mardi 23 avril 1991 à 9h30, au 6300, boulevard de la Rive-Sud, Lévis-Lauzon, aux fins de :

1. Recevoir et approuver le rapport des administrateurs, les états financiers ainsi que le rapport des vérificateurs pour l'exercice écoulé.
2. Ratifier les actes et décisions des administrateurs et dirigeants pour l'exercice écoulé.
3. Ratifier le règlement No. 91-1A modifiant le nombre d'administrateurs et de membres des comités.
4. Élire les administrateurs.
5. Nommer les vérificateurs.
6. Discuter de toute question additionnelle pouvant légalement être soumise à l'assemblée.

Par ordre du Conseil d'administration  
Pierre Bornais, c.r.  
Adjoint au président et secrétaire  
Lévis-Lauzon, le 4 avril 1991

Payable le

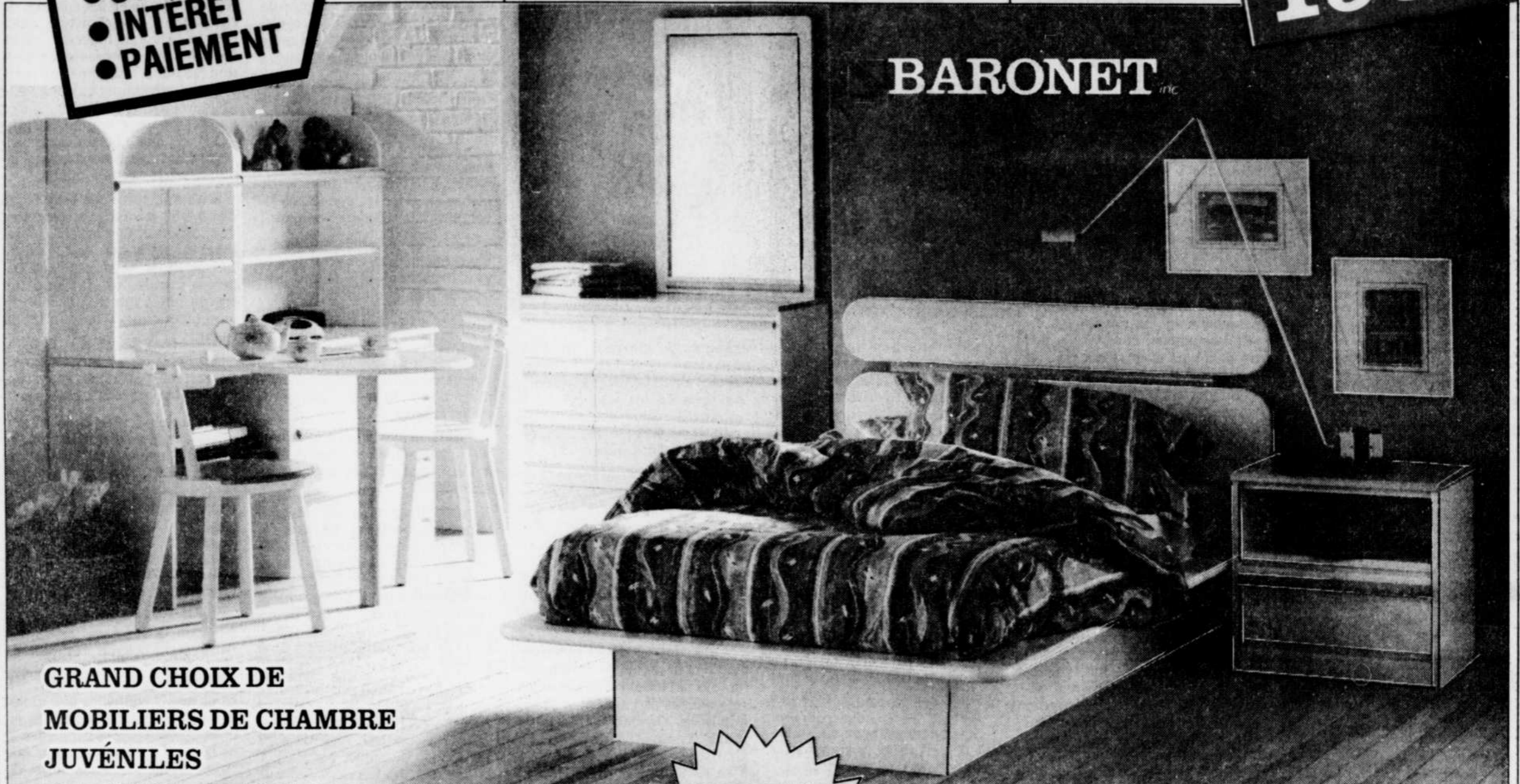
AMEUBLEMENTS

# 12 SEPTEMBRE

**AUCUN\***  
 ● COMPTANT  
 ● INTÉRÊT  
 ● PAIEMENT

**SUR TOUTE LA MARCHANDISE**

**1991**

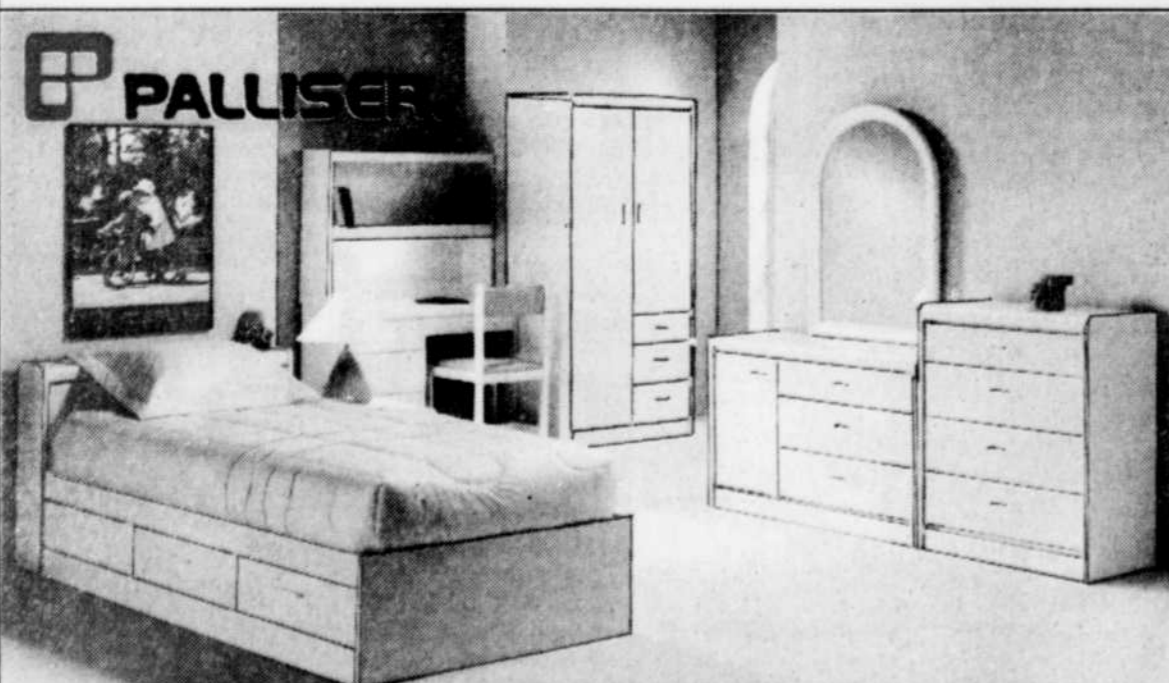
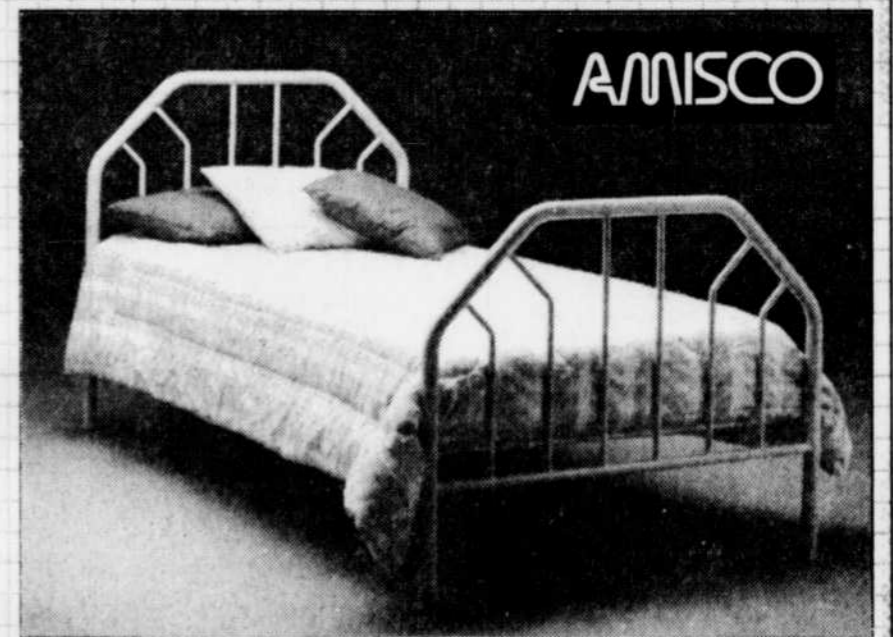


GRAND CHOIX DE  
 MOBILIERS DE CHAMBRE  
 JUVÉNILES

**SERVICE  
 QUALITÉ  
 GARANTIE**

# -20%

**SUR TOUS NOS  
 ENSEMBLES  
 JUVÉNILES**



GRAND CHOIX DE  
 MOBILIERS DE  
 CHAMBRE  
 JUVÉNILES:

- AMISCO
- BARONET
- JEAN & FRÈRES
- LÉPINE
- MORIGEAU
- PALLISER
- SOUTH SHORE

\*Sous réserve de l'approbation du service du crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.

**LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE !**

**LÉVIS:** 833-4511  
 PLACE TANGUAY

**BEAUPORT:** 667-6282  
 535, BOUL. SAINTE-ANNE

**LES SAULES:** 871-4411  
 CARREFOUR LES SAULES  
 5150, BOUL. L'ORMIERE

**TROIS-RIVIÈRES:** (819) 373-1111  
 2200, DES RÉCOLLETS

**LIVRAISON  
 ET SERVICE: 872-2242**